

ROUGE

hebdomadaire d'action communiste

LIBERATION IMMEDIATE DES EMPRISONNES



Des dizaines de milliers contre la répression

Le bilan des manifestations du 18 décembre peut apparaître contradictoire. D'une part, en effet, les cortèges reprenant les mots d'ordre contre la répression constituaient souvent une part importante de la manifestation : à Paris, outre le Comité national pour la libération des soldats et syndicalistes emprisonnés, qui a regroupé près de 15 000 personnes derrière ses banderoles, de nombreux cortèges CFDT, voire CGT-CFDT quand l'unité d'action avait pu se réaliser, scandaient des mots d'ordre du type : « Unité contre la répression », « Liberté syndicale à l'usine comme à l'armée », dans le cortège « unitaire ». Dans plusieurs villes de province, le phénomène s'est produit (4000 manifestants derrière la CFDT et les comités contre la répression à Bordeaux 3000 derrière la CFDT et l'extrême-gauche à Besançon, etc.). Mais, d'autre part, les divisions et les exclusives de la CGT, du PC, du PS ont certainement affaibli la riposte. Beaucoup de militants ne sont pas descendus dans la rue par défiance quant aux conditions de préparation d'une riposte unitaire. Ceci était particulièrement visible dans les cortèges CGT, essentiellement composés de militants PCF. Dans l'ensemble, les manifestations ont donc été assez nombreuses mais pas massives

A Paris, 50 000 personnes ont manifesté, dont 15 000 derrière le Comité national pour la libération des soldats, syndicalistes et militants emprisonnés. Au sein du cortège de la gauche, deux sons de cloches différents : les sections CGT qui reprenaient « Ponia démission » et « Union, action, Programme Commun », les sections CFDT qui scandaient « Unité contre la répression », « Libérez nos camarades ». Derrière, un cortège combatif que le S.O. de la CGT a essayé de séparer nettement du cortège « unitaire ». Après quelques heurts, celui-ci a du faire marche arrière et laisser la manifestation du Comité national rejoindre la queue du cortège « unitaire ». « Libertés syndicales à l'usine et à l'armée », « Libérez nos camarades », « Unité contre la répression », « Soldat sous l'uniforme tu restes un travailleur » rythmaient une manifestation très combattive que de nombreuses sections syndicales ont rejoint après avoir participé au cortège de la gauche.

A Toulouse, 5000 manifestants. La CGT, la CFDT, le PS, et la FEN vaaient décidé de maintenir le cortège « gauchiste » à 30 mètres derrière leur manifestation. Après de nombreuses bousculades, la CFDT décida de se placer entre le PCF et le Collectif contre la répression. Le cortège CFDT-Collectif-PSU (avaient maintenu ses propres banderoles) allait devenir progressivement plus nombreux que celui de la CGT, du PC, et du PS.

A Lyon, 6000 manifestants ont traversé la ville dans une manifestation où chaque organisation scandait ses propres mots d'ordre. La CGT avait peu mobilisée, le PCF, nombreux, criait « Pour les libertés, avec les communistes ». La CFDT était moins nombreuse que lors des manifestations de riposte du 10 décembre. Quant au Comité de soutien aux militants et soldats emprisonnés, il a rassemblé environ 1000 personnes. Son cortège a été très applaudi par de nombreux militants CGT

A Montpellier, 1500 manifestants. Alors que la CFDT avait accepté, sous la pression du PCF, du PS et de la CGT, de ne pas sortir de banderoles sur la libération des militants emprisonnés, plusieurs syndicats CFDT formèrent un cortège dès le départ autour d'une banderole que le service d'ordre du PCF tenta d'arracher. Au total, plus des deux-tiers de la manifestation scandaient : « Libérez tous les emprisonnés ».

A Marseille, 5000 personnes dans le cortège CGT, 500 dans celui de la CFDT très combatif et 500 dans le cortège commun LCR/OCR/CAM/CDA. La CGT trouvait le compromis national pas assez « dur » à l'égard des « gauchistes ». Elle a donc renoncé à encadrer l'ensemble de la manifestation syndicale et a placé à la fin de son cortège une banderole « Fin de manif » !!

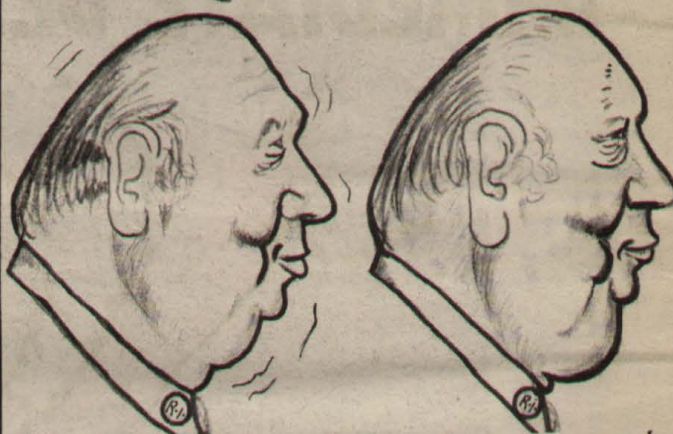
A Besançon, La CGT avait rompu les négociations avec la CFDT. D'où une manifestation CFDT-extrême-gauche qui a rassemblé 3000 personnes. Quelques sections CGT étaient présentes. La section CGT de Rhodiacta a refusé de distribuer le tract de l'UD expliquant pourquoi elle n'appelait pas à la manifestation.

A Rouen, 2500 manifestants, malgré une faible préparation. La CFDT avait un cortège très dynamique, plus puissant que celui de la CGT, essentiellement composé de militants du PCF ; plusieurs centaines de personnes se sont regroupées derrière une banderole « Pour la libération des emprisonnés ».

A Lille, après une manifestation du collectif de défense des emprisonnés, le mercredi 17, qui réunissait 700 personnes, la manifestation du 18 a regroupé 1500 personnes, avec un gros cortège CFDT.

A Nantes, 4000 manifestants dont 500 dans le cortège d'extrême-gauche. Au sein de la manifestation de la gauche, une dure bataille de mots d'ordre a opposé la CFDT et le PS à la CGT et au PCF,

REPRESSION : De Marcellin à Ponia



La continuité dans le changement !

A BORDEAUX, CONDAMNÉS A L'UNITÉ

Le 18 décembre l'UD CFDT avait appelé à des débrayages et à un rassemblement à 16h face à son U.D. pour rejoindre ensuite la manifestation unitaire.

Pendant ce temps la CGT sur le lieu de manifestation distribuait un tract « considérant que l'UD CFDT s'est placée elle-même hors de la manifestation ».

Dès l'arrivée du cortège CFDT, fort de 2000 à 2500 personnes, très structuré, très dynamique, le S.O. CGT et PC bloque l'entrée de la place.

Face à cette attitude sectaire et diviseuse de la CGT et du PC, des entreprises regroupées derrière des banderoles unitaires CGT-CFDT se placent entre les S.O. CGT et CFDT pour finalement rejoindre la fin du cortège CFDT. La FEN et le PS, de leur côté, menacent de quitter le cortège.

Tenant compte du rapport de force et de l'incertitude de ses propres militants, ne pouvant appeler une nouvelle fois à la dispersion comme lors de la manifestation du 5, la CGT a été contrainte à une manifestation « unitaire ».

Ce sont deux cortèges qui se sont suivis sans coupure, dans les rues de Bordeaux. Le premier scandant des mots d'ordre sur la sécurité sociale, les salaires et « union, action, Programme commun », pas un mot sur la répression. Le second, d'égale importance (3500 à 4000 personnes chacun) reprenait massivement « Unité d'action contre la répression », « Libérez nos camarades » et à l'initiative du cortège des « Comités contre la répression » étudiants et lycéens, et du CDA/CAM : « Soutien total aux luttes des soldats », « soldat sous l'uniforme tu restes un travailleur ».

Pour ne pas servir de prétexte à une nouvelle dérobade des bureaucrates, les organisations PSU, LCR, OCR, et Lutte Ouvrière avaient appelé à manifester dans les organisations de masse et les comités.

SOLIDARITE

Des dizaines de milliers de personnes ont manifesté, le jeudi 18 décembre, pour la libération des soldats, des syndicalistes et des militants emprisonnés. Pourtant, les partis de gauche et la CGT avaient préféré les exclusives et les dénonciations à la riposte unitaire du mouvement ouvrier. Pourtant, ils avaient tout fait pour qu'aucun mot d'ordre sur les soldats n'apparaisse dans les manifestations. Des dizaines de milliers de personnes ont passé outre. Par-tout, un même cri : « Libérez nos camarades ». Ici, c'était des sections syndicales CFDT. Là, des comités contre la répression. Et dans tous les cortèges, des

battues en brèche ? N'est-ce pas plutôt le réflexe de classe élémentaire qui a trouvé écho auprès de tous ceux qui scandaient : « Unité contre la répression » ? Certes, les diviseurs auront au moins obtenu une chose : amoindrir la riposte à l'attaque du pouvoir. Nombre de militants, en effet, ont hésité à répondre à un appel qui commençait par dénoncer les gauchistes avant de dénoncer les Bigeard et les Chirac.

Il n'empêche qu'un puissant mouvement s'est mis en branle. A nous de tout faire pour qu'il se développe, pour qu'il s'élargisse. Non pas que les luttes contre le chômage et la vie chère ne soient plus à l'ordre du jour. Mais précisément parce qu'une victoire du pouvoir sur la question des soldats lui faciliterait la besogne pour porter ensuite ses coups sur l'emploi et les salaires. Accepter aujourd'hui que des locaux syndicaux soient perquisitionnés, que des syndicalistes soient emprisonnés, c'est accepter demain que les licenciements se multiplient, que le pouvoir d'achat se dégrade. Le gouvernement essaie de faire diversion ? La meilleure réponse est de l'empêcher de marquer un point en ne laissant pas 47 militants passer devant la Cour de sûreté de l'Etat, en ne laissant pas 20 d'entre eux croupir en prison. La tâche de l'heure, c'est d'exiger l'abandon des poursuites contre tous les inculpés, la libération sans condition de tous les emprisonnés.

Le mouvement ouvrier ne doit pas abandonner un seul des siens aux griffes du juge Gallut.

A la Santé, à Fresne, à Fleury-Mérogis, deux soldats, cinq responsables syndicaux, treize militants civils passeront Noël en prison derrière des barreaux. Loin de leur famille, de leurs amis, de leurs camarades. La « trêve des confiseurs » ne doit pas signifier un relâchement dans la solidarité. Partout les rues, les murs, les bâtiments publics doivent se couvrir d'affiches de solidarité. Partout dans les entreprises, des assemblées syndicales doivent être convoquées pour témoigner la solidarité.

Le Comité national pour la libération des soldats, syndicalistes et militants emprisonnés a déjà reçu le soutien de nombreuses sections syndicales. Il lance aujourd'hui une pétition nationale avec pour objectif : un million de signatures pour la nouvelle année. Les soirs de Noël et du Jour de l'an, il expliquera à la population les raisons de son combat.

Dans toute la France, il faut prendre des initiatives dans ce sens. Pour que, en cette fin d'année, les sabreurs et les bourgeois ne puissent pas se gaver en paix.

le 23.12.75



P. Fritel

le 21 décembre à Paris

manifestants reprenant : « Soldat, sous l'uniforme, tu restes un travailleur ».

L'« amalgame » a échoué » expliquait l'« Humanité » le lendemain matin. N'est-ce pas plutôt la politique de division qui a été

LE COUP DU POUVOIR

Le pouvoir se durcit, mais en se crispant autour de son appareil répressif, il

Commencée le 26 novembre par une déclaration de Chirac à l'Assemblée nationale, la campagne de répression contre les soldats et ceux qui les soutiennent semblent s'enliser. Le secret de l'instruction permet au juge Gallut de faire alterner libérations et emprisonnements sans que personne n'en connaisse les critères. On nous avait promis des révélations sur un complot international où se trouvent mêlés Russes, Portugais et Allemands mais ce ne sont que des responsables d'unions locales CFDT qu'on présente à la Cour de sûreté de l'Etat. La droite et l'extrême-droite frétilaient, la déception est aujourd'hui terrible et déjà de Raymond Aron à Edgar Faure, on se demande si le gouvernement n'a pas fait une erreur d'utiliser et de discréditer un tel arsenal. Essayons donc de démêler les fils du complot gouvernemental.

■ L'attaque de Chirac du 26 novembre est le résultat de plus de quatre mois d'enquête menée conjointement par quelques centaines de militants des RG, du SDECE, de la PJ, de la DST et de la Sécurité militaire. Au prix de cadences infernales, ces policiers ont découvert l'existence d'une centaine de comités de soldats dont près de la moitié bénéficiaient du soutien de structures syndicales CGT et CFDT. Tout ceci, les lecteurs de Rouge et de nombreuses autres publications le savaient déjà... Après une longue période d'hésitation consécutive à l'échec pour lui du procès de Draguignan, le pouvoir décide de frapper un grand coup et de se donner les moyens de briser les comités de soldats. Fondamentalement, il ne s'agissait pas d'une manœuvre de diversion par rapport aux conséquences de la crise économique, même si, conjoncturellement, une telle opération pouvait faire oublier le chômage et la vie chère. L'armée représente effectivement le dernier rempart d'un gouvernement qui se sent de plus en plus isolé. S'il est vrai qu'aujourd'hui, l'ampleur des luttes ouvrières ne le menace pas directement, l'avenir à moyen terme est beaucoup plus sombre. Dans cette perspective, la bourgeoisie se devait d'intervenir pour briser tout mouvement remettant en cause la mission anti-ouvrière de cette armée. C'est dans ces conditions qu'a été rendue possible l'épreuve de force sur cet terrain, avec le mouvement ouvrier. Une autre période, marquée par de grandes grèves ouvrières, aurait été plus dangereuse pour le pouvoir qui risquait alors de susciter un mouvement de convergence entre les travailleurs en lutte et les soldats, sans commune mesure avec ce qui se passe aujourd'hui.

les différentes étapes de la répression

Le but principal étant fixé, d'autres considérations sont entrées en ligne de compte, plus directement liées à l'actualité politique. Le gouvernement s'est efforcé dans son attaque d'accentuer les clivages au sein du mouvement ouvrier, d'isoler l'extrême-gauche révolutionnaire, d'habituer les organisations syndicales à la répression et de mettre au pied du mur les organisations réformistes candidates au pouvoir en fixant par avance les limites politiques à ne pas dépasser. La diversion par rapport aux mesures anti-ouvrières n'a été possible que dans la mesure où les partis ouvriers l'acceptaient comme telle. En intégrant les revendications des soldats à leur programme, ces organisations pouvaient s'opposer net à l'opération.

Dès lors on comprend les différentes étapes de la répression. Dans un premier temps, Poniatsowski débâle le terrain de la gauche officielle et la force — sans grands efforts, il faut le reconnaître — à montrer son patriotisme, à se désolidariser des antimilitaristes. Le coup est habile, on vise la droite de la gauche pour ensuite atteindre sans trop de dégâts l'extrême-gauche. Dès le premier aboiement de

Chirac, le PS s'incline, le PC s'agenouille et oublie son soutien aux comités de soldats : ces deux partis se préparent à gérer l'Etat bourgeois ; il n'est pas question pour eux de s'aliéner une partie de l'électorat centriste qu'ils veulent chacun conquérir et puis, diable, des syndicats dans l'armée de l'UG, il n'en est pas question.

La première manche est gagnée par le pouvoir, il n'est pas nécessaire d'arrêter des militants du PC et du PS. La deuxième étape va frapper les syndicalistes qui parrainent les comités de soldats. Certes le risque est grand de s'attaquer à la CFDT mais le pouvoir se doute déjà du lâchage prévisible des partis de gauche. L'emprisonnement de syndicalistes lui est pourtant indispensable car si le développement des comités de soldats l'inquiète, ce qui le panique, c'est leur liaison organique avec le mouvement ouvrier. Il faut donc élever la barre et avertir les centrales syndicales que tout soutien aux comités est passible de la prison. On connaît la suite et le superbe isolement de la CFDT. En partis « responsables » mis au pied du mur sur une question essentielle, l'armée, c'est à dire l'Etat, la direction du PCF a préféré sacrifier provisoirement son offensive de charme vers la jeunesse et les ouvriers combattifs, et le PS sacrifier ses liens privilégiés avec la CFDT.

Obligée de se défendre, la direction de la CFDT riposte avec les seuls alliés qui lui restent : l'extrême-gauche révolutionnaire. Edmond Maire défend publiquement les syndicats de soldats, couvrant ainsi l'activité des militants emprisonnés. Mais la pression du pouvoir et de l'Union de la gauche est trop forte sur cette direction politiquement proche du PS et, au bout de quelques jours, elle se rallie elle aussi à la condamnation des « irresponsables » acceptant même de ne plus être nommément mentionnée comme victime de la répression, pour organiser la journée d'action du 18 décembre. Chirac pouvait alors déclarer : « Je me réjouis que les partis et les syndicats précisent leur position »

clarifications...

Sur le plan politique, le gouvernement a provisoirement gagné une manche en forçant la gauche à révéler son véritable programme. Nous avons effectivement assisté à 4 semaines de clarifications politiques à coup de mise au pied du mur, la dernière en date étant celle de la CGT demandant à la CFDT d'épurer ses rangs, l'Humanité publiant même la liste de tous les syndicats CFDT ayant refusé l'accord du 18 décembre.

Mais ce pavé dans la mare lancé par Chirac n'a pas fini de provoquer des remous et il n'est pas certain du tout que le pouvoir en évite les éclaboussures. La dernière étape de la répression devait toucher directement les organisations révolutionnaires, après les soldats et les syndicalistes. A coup d'emprisonnements, le gouvernement a obtenu les clarifications qu'il cherchait et a pu multiplier les mises en garde. Mais tout ceci ne

remplit pas un dossier de Cour de Sûreté. Dès lors s'ouvre deux hypothèses : soit la mise en sommeil des dossiers vides et l'absence de procès ; soit l'arrestation de militants révolutionnaires qu'on espère isoler et qui représentent toujours du bon gibier pour la justice. Un révolutionnaire est toujours coupable et s'il le faut, des barbouzes peuvent toujours organiser quelques provocations spectaculaires pour convaincre les sceptiques.

Cette vague de répression va profondément marquer la vie politique. Un précédent très grave a été commis. Des syndicalistes ont été arrêtés pour avoir appliqué leur mandat et la solidarité des organisations ouvrières n'a pas joué. Le pouvoir a un atout précieux dans les mains pour les luttes à venir. Cependant on a pu assister parmi les travailleurs à de profondes mutations. Si l'extrême-gauche révolutionnaire se trouve isolée sur le plan des grandes organisations, son combat rencontre un profond écho dans tout le pays. Face aux capitulations et aux divisions sectaires, les révolutionnaires sont apparus unis comme les meilleurs défenseurs de l'unité face à la répression, non par soucis tactique, mais grâce à une compréhension politique correcte de ce que représente la bataille pour les libertés démocratiques. Les directions du PCF et de la CGT paieront très cher leur politique de division à un moment où bon nombre de travailleurs s'interrogent sur l'ab-

C.F.D.T. seulement ceux qui sont dans la ligne ?...

● Jeannette Laot devait déclarer, lors d'une conférence de presse du 22 décembre, qu'« afin d'éviter les amalgames, la confédération assumera la défense de ceux qui, à titre personnel, se sont battus sur sa ligne politique. » Mais quelle ligne ? Le 27 novembre, la commission exécutive estimait : « Il ne nous semble pas qu'il nous appartienne de contribuer à la construction d'un syndicat unitaire de soldats. » Le 9 décembre, Edmond Maire se prononçait pour un syndicat de soldats. « N'y a-t-il pas un syndicalisme étudiant unitaire à la belle époque de l'UNEF ? » La belle époque de l'UNEF : c'était l'UNEF contre la guerre d'Algérie, l'UNEF de Mai 68...

S'agit-il de condamner l'antimilitarisme et de refuser la défense des militants CFDT qui, d'aventure seraient d'« horribles antimilitaristes » ?

Mais la position de la fédération Hacutex « dans le système capitaliste, l'armée n'est pas neutre, elle est le plus souvent utilisée comme un moyen de répression à l'encontre de la classe ouvrière, il est nécessaire que s'y organise et s'y développe la lutte de classe dans l'intérêt des travailleurs » relève-t-elle de l'antimilitarisme ?

Et la position du congrès Auvergne « Nous devons aider à développer un syndicat de soldats liés aux syndicats ouvriers de classe et de masse dans le but de neutraliser l'armée, dernier rempart de l'ordre bourgeois » relève-t-elle de l'antimilitarisme ?

Si le mot « antimilitarisme » qui remonte au plus loin de la tradition ouvrière choque aujourd'hui les dirigeants syndicaux, disons qu'il s'agit tout simplement de position de classe sur l'armée ! Les emprisonnés en accord avec ces positions sont-ils défendus par la confédération ?

Mais il y a plus grave encore, comme le rappelait Edmond Maire dans le Monde « la CFDT n'est pas un parti » « il y a autonomie de décision dans une confédération tant des fédérations que des unions interprofessionnelles » et même plus précisément, d'un point de vue statutaire il y a autonomie des syndicats. La Confédération, au lieu de rassembler l'ensemble de ses structures, va-t-elle choisir entre les « bonnes » et les « brebis galeuses » ? Ce serait faire un pas dans la remise en cause du fédéralisme syndical.

R. Y.



s'affaiblit.

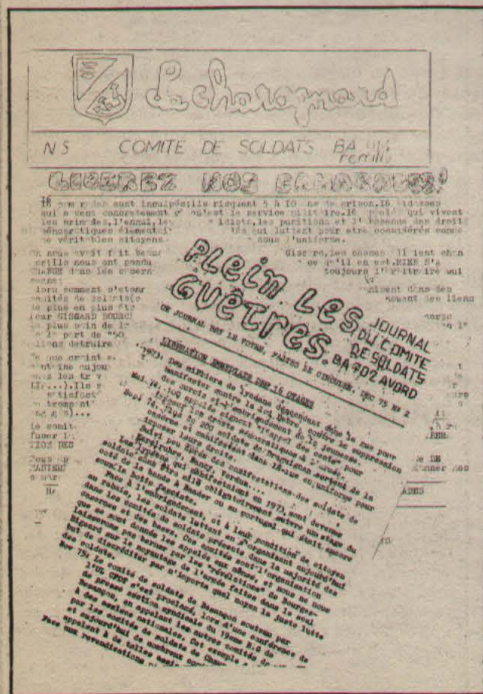
sence de perspective à leur lutte et sur les échecs de la politique suivie par l'actuelle direction du PC. Les acquis de Mai 68 la présence de l'extrême gauche révolutionnaire font que les militants communistes ne sont plus prêts à avaler toutes les coulèuvres. Dans une telle période, les bureaucrates ont du mal à écraser les plus belles traditions du mouvement ouvrier. Il est d'ailleurs possible que la direction du PC soit amenée à ralentir sa campagne anti-gauchistes pour limiter les dégâts dans ses rangs. La CFDT, quant à elle, connaît dans cette épreuve une radicalisation importante même si son isolement relatif peut amener la direction à vouloir mettre au pas les éléments les plus combattifs. Le lachage du PS ne manquera pas d'éclairer nombre de militants sur la véritable nature de ce parti. Au sein du PS aussi les cartes ont été abattues : la gauche CERES a emboité le pas de la direction et sort discrètement de ce test. Enfin le PSU qui a refusé le compromis imposé par la gauche a vu sa politique d'unité popu-

laire échouer. La peur d'une alliance réelle avec les révolutionnaires, la volonté de ne pas rompre les ponts avec les réformistes et l'incertitude de ses orientations politiques l'ont quand même conduit à allier un opportunisme politique à un sectarisme d'organisation. Pourquoi le PSU a-t-il choisi ce moment pour condamner à son tour l'antimilitarisme ? Pourquoi demander à ses partenaires de la gauche lors de la réunion unitaire du lundi 15 décembre une condamnation des arrestations des seuls militants PSU ? Le débat est ouvert avec ce parti et nous espérons bien qu'il se poursuivra et s'approfondira dans le cadre des actions communes. L'épreuve n'est pas terminée, elle peut connaître de nouveaux rebondissements. Le pouvoir se durcit en s'affaiblissant, il se crispe autour de son appareil repressif. Clarification politique et unité d'action sont les deux éléments décisifs pour préparer son renversement.

A. KRIVINE



la voix des casernes



C'est une façon de la bailler belle à Bigeard et de dégonfler la baudruche policière du « complot » : dans de nombreuses casernes les feuilles de comités de soldats continuent de paraître et appellent à la solidarité dans l'unité.

■ « Rouge » citait déjà la semaine dernière l'adresse au mouvement ouvrier des comités de Saargburg en RFA, publié dans leur bulletin « Reflet du sort du con ». Depuis, d'autres feuilles nous sont parvenues. « Le Charognard » numéro 5 du comité de la BA 914 de Romilly sous le titre « Libérez nos camarades » appelle « L'ensemble des forces ouvrières à dresser, et ce de manière unitaire, un mur de solidarité pour empêcher le pouvoir de condamner nos camarades » et rappelle les revendications essentielles du mouvement des soldats. « Bigor...No ! » numéro 2 du comité des appelés du 9^e RAMA rappelle que la source des luttes des appelés est dans le sort qui leur est imposé et affirme : « Les conspirateurs ce sont ceux qui n'ont pas perdu espoir de se servir de l'armée contre les travailleurs. Les inculpés sont leurs otages ». Dans un communiqué de soldats du 24^e RIMA de Perpignan, réclame une riposte unitaire et réclame : « Plus que jamais notre perspective est celle du syndicat de soldats aux côtés des travailleurs plus que jamais il nous faut resserrer les liens avec les sections syndicales ». Il en appelle à une « aide ouverte et décidée du mouvement ouvrier ». Le numéro 2 de « Plein les guêtres », journal du comité du BA 702, d'Avord, contient deux articles. Le premier réclame la « Libération des otages ». Le second intitulé « Notre bienvenue à la 75/12 », s'adresse au « jeune travailleur, lycéen, étudiant ou chômeur » arrivé ce mois-ci à la caserne et dénonce toutes les recettes qui visent à faire de lui un « bidasse soumis et discipliné » : de la coupe des cheveux au falut obligatoire, en passant par le crapahutage ou les films anti-communistes. Il se termine par un appel à rejoindre le comité de la caserne.

Enfin, un communiqué de presse du comité du 75^e RI de Valence, tout en appelant lui aussi à une riposte unitaire réaffirme la perspective des « assises nationales des comités de soldats », dont les organisations syndicales

ouvrières doivent contribuer à imposer la tenue. Il décrit par ailleurs de façon détaillée la répression rampante qui règne dans la caserne :

La diffusion à l'intérieur de la caserne du numéro un du journal du comité (Les Cosaques se Rebiffent) a provoqué les foudres aveugles de la Sécurité Militaire. Pendant une semaine, la caserne Baquet a été soumise à une véritable occupation policière : fouille des placards, lecture du courrier, interrogatoires, filatures... La chasse aux sorcières était déclenchée tout azimuts, faisant régner un climat d'insécurité permanent. Certains furent interrogés à cause de leurs antécédents syndicaux ou politiques, d'autres pour le seul fait d'être instituteurs dans le civil !

C'est dans cette ambiance que fut « enlevé » et incarcéré pour l'exemple le soldat Bernard Riban, originaire de Grenoble. Après lecture de son courrier, il fut interrogé pendant deux jours puis emprisonné au fort d'Aiton sans autre forme de procès. Victime de l'arbitraire le plus total, le soldat Riban a été présenté par la presse comme purgeant une peine de trente jours d'arrêts antérieurs à son arrestation. En vérité, ceci est une manœuvre supplémentaire de la hiérarchie militaire. Elle tente ainsi de dissimuler le fait qu'elle peut infliger à tout moment trente jours d'arrêts sans motif précis. Bernard Riban purgeait en réalité dix tours de consignes (une semaine sans quartier libre) pour ne pas avoir salué un officier supérieur ! Aujourd'hui, il risque à tout moment l'inculpation en Cour de Sûreté de l'Etat.

Les exemples d'un tel arbitraire sont nombreux à Baquet. Récemment le feu s'est déclaré dans la prison de la caserne. Les quatre punis qui s'y trouvaient ont bien failli y laisser leur peau. Deux ce sont retrouvés à l'hôpital pour début d'asphyxie. Mais la hiérarchie n'a vu que la volonté préméditée de détruire du matériel militaire (sic) ! Au total, c'est soixante jours d'arrêts qu'écopèrent les asphyxiés (une semaine sans quartier libre) pour ne pas avoir salué un officier supérieur ! Aujourd'hui, il risque à tout moment l'inculpation en Cour de Sûreté de l'Etat.

comité national pour la libération des soldats et des militants emprisonnés

APPEL

LA RIPOSTE SYNDICALE CONTRE LA REPRESSION DANS L'ARMEE

Nantes : 4 sections CGT pour l'unité sans exclusive

A Nantes, dans le même immeuble administratif, rue René Viviani travaillent plusieurs services, où existent des sections CGT : le Centre d'Etudes Techniques de l'Équipement (C.E.T.E.), la Direction Départementale de l'Action Sanitaire et sociale (D.D.A.S.S.), la Direction Régionale de la Sécurité Sociale (D.R.S.S.), l'Organisation d'Etude et d'Aménagement de l'Aire Métropolitaine (O.R.E.A.M.). Ensemble, les quatre sections CGT ont envoyé à la presse un texte dans lequel elles demandent que soit organisée une solidarité réelle de la CGT envers les soldats et militants emprisonnés :

« C.G.T.

Les sections syndicales CETE, DOASS, DRSS, OREAM manifestent leur désaccord sur les récentes prises de position du Bureau National de la CGT relatives aux emprisonnements de soldats et de responsables syndicaux de la CFDT.

En dehors de toute prise de position sur la création de comités ou de syndicats de soldats, elles se prononcent pour l'unité du mouvement ouvrier sans aucune exclusive à l'égard des courants qui le composent face à la répression sous toutes ses formes, et lui demandent en conséquence d'organiser l'action :

— Pour la libération immédiate des emprisonnés et la suppression de toutes les sanctions

— Pour la suppression des tribunaux d'exception

— Pour la défense des libertés

— Pour l'arrêt immédiat de la répression anti-syndicale

— Pour le maintien et le renforcement de l'unité d'action syndicale ».

Maison de l'Administration nouvelle
rue René Viviani (Nantes)

Rennes :

Le syndicat C.F.D.T du Commerce

Pour la libération immédiate des emprisonnés

Le syndicat du commerce CFDT Rennes s'élève contre les arrestations et les détentions arbitraires des appelés et des militants syndicaux et politiques, demande leur libération immédiate et l'arrêt de toutes poursuites.

Soutient les revendications des appelés

Grenoble :

La section CFDT de Caterpillar

pour un soutien actif à l'organisation des soldats
contre toute répression

La section syndicale Caterpillar considère les soldats comme étant des travailleurs sous l'uniforme. La section syndicale se déclare donc solidaire de la lutte des travailleurs sous l'uniforme. Ceux qui refusent à l'usine l'exploitation capitaliste mènent le même combat que ceux qui refusent à la caserne l'embrigadement idéologique et l'absence de libertés élémentaires.

En ce sens, la création de syndicats de soldats en liaison avec le mouvement ouvrier est une initiative juste des appelés. C'est pourquoi, nous soutenons sans réserve les sections syndicales du

19° RG à Besançon et du 443° RA de Chaumont

Ainsi que les nombreux comités des casernes françaises et d'outre-rhin.

La création d'un syndicat de classe des soldats doit s'accompagner d'un soutien actif du mouvement ouvrier, en liaison avec celui-ci.

FACE A LA REPRESSION GOUVERNEMENTALE :

Nous devons soutenir toutes les victimes : soldats, militants syndicaux,...

Vive les luttes des appelés Libertés syndicales à la caserne comme à l'usine

La section syndicale de Caterpillar

le 8 décembre 1975

Plusieurs dizaines de soldats et de militants viennent d'être inculpés « d'entreprise de démoralisation de l'armée » et sont déjà déférés devant la Cour de Sécurité de l'Etat, juridiction d'exception ; ils encourrent des peines de 5 à 10 ans de prison. Le pouvoir veut ainsi interdire l'exercice des droits démocratiques à l'armée et s'attaque par là même à l'ensemble du mouvement ouvrier et démocratique comme le montrent ses récentes déclarations. Des locaux d'organisations syndicales et politiques ont été perquisitionnés, des militants arrêtés et la plupart d'entre eux inculpés et emprisonnés.

Les signataires de cet appel demandent la cessation des poursuites engagées, la levée de toutes les inculpations et la libération immédiate des emprisonnés. Ils apportent leur soutien à tous les soldats qui luttent pour la reconnaissance de leurs droits démocratiques, notamment le droit d'association au sein de l'armée.

Sur cette base, les signataires appellent à la création d'un comité national.

Envoyez vos signatures à : Politique Hebdo, 14-16 rue des Petits-Hôtels — Paris (10°).

CCP — avec mention pour le Comité national pour les emprisonnés — 32.760-99 La Source

LES PREMIERS SIGNATAIRES

Madeleine Rébérioux, Pierre Vidal-Naquet, Olivier Revault d'Allone, Pierre Halbwachs, Daniel Guérin, Michel Foucault, Jean Cassou, Jean Chesneaux, Jean-Paul Sartre, Simone de Beauvoir, Jean-Pierre Vigier, Edouard Opreux, Claude Bourdet, Roger Pannetier, Maxime Leforestier, Georges Casalis, François Chatelet, Jean-Claude Grumberg, Yves Boisset, Lucienne Hamon, Jean-Pierre Vernant, Marguerite Duras, Claude Mauriac, Dionys Mascolo, Laurent Schwartz, Michèle Beauvillard, Monique Antoine, Antoine Comte, Franck Natalli, Marcel Manville, Daniel Jacobi, Général Jacques de la Bollardière, Yves Dechézelles, Denis Langlois, Henri Virlogeux, Serge Reggiani, Jean-Louis Bory, Claude Roy, Jacques Châtaigner, Paul Noirot, Pasteur Cruse, Alain Jaubert, Michel Piccoli, Guy Bedos, M.F. Khan.

PARMI LES NOUVEAUX SIGNATAIRES

Claude Perdriel, Colette Magny, Edouard Pignon, Hélène Parmelin, Jean-Pierre Fays, Georges Pérec, Raymond Jean, Maurice Pons, Denis Berger, Luc Bérinmont, Jacques Borel, Lucette et Pierre Carlier, Robert Daviez, Florence Dealy, Robert Enrico, Claire Etcherelli, Jean Freustlé, Jacques Fournié, Pierre Gaudibert, Guillevic, Claude Mancaron, Robert Marie, Jeanne Moreau, Agnès Varda, Jean-Roger Caussimon, Robert Sabatier, Bernard Noël, Jean Ricardou, Bernard Morin, Jules Roy, Max-Pol Fouchet, M° Gomez de Junco, Yakovlev, Maleville, Domenach, Launier, Natalli, Maurice Kriegel-Valrimont, Catherine Ribeiro, Philippe Roqueplo, Catherine Sauvage, Denis Moronoff, Jean Forrat, P° Minkovski, section bordelaise du Front progressiste, signature commune de 137

élèves de l'Ecole centrale de Paris, 89 membres du personnel de l'Ecole centrale, 64 signatures du personnel de la SFP (société de production télé issue de l'ORTF), Hilaire Daneyrolle, secrétaire syndicat CFDT Conseil économique et social, Jean-Pierre Lescop, délégué CFDT, Vimeux, Trefeu, Delerco, Chavagne, Lauret, Chavardes, Delaveau, François Blot et André Laudouze, journalistes à Témoignage chrétien, François Godinot, PS Nancy, Pierre Mahé-CERES, André Puig-écivain, Suzanne de Brunhoff, Jeanne Bruschwig, Danielle Combes, Jacques Gellis, R. Godement, André Lotin.

SUR L'AGGLOMERATION LYONNAISE, UNE PETITION PARTICULIERE A CIRCULE, QU'ONT SIGNÉS ENTRE AUTRES :

J. Chabert (prêtre), Pasteur Walter, A. Lazare (directeur du cinéma le Canut), B. Bouglin (metteur en scène La Mouche), R. Girones (metteur en scène TP 8°), Jean Bouise, S. Gerbe, M° Janucci, M° Scorbini, M° Lenoir, A. Lamarche (BF CFDT services et commerces), P. Housil (délégué syndical CFDT hôpitaux publics), Vimort, Roger Planchon, Barbara (ex-prostituée).

Pour la libération des emprisonnés, il faut :

UN MILLION DE SIGNATURES !

L'appel pour la libération des emprisonnés reçoit chaque jour de nouvelles signatures recouvrant l'ensemble des composantes du mouvement ouvrier. En le faisant circuler sous forme de pétition, il faut le plus rapidement possible atteindre un million de signatures. Tel est l'objectif proposé par le Comité pour la Libération des Soldats et Militants Emprisonnés qui a tenu une réunion plénière le 22 décembre. Une affiche, à 50 000 exemplaires, et un tract, à 100 000 exemplaires, viennent d'être édités. Ils devront être des armes dans la campagne qui prouvera, tout au long de ces fêtes, que nous continuons le combat pour la libération des emprisonnés.

ILS ONT PASSE NOEL EN PRISON

leur. Une façon de faire souffler le vent de la solidarité par-delà les barreaux.

A la prison de Fleury-Mérogis, 27 avenue des Peupliers 91700 Ste Geneviève des Bois

- Léger Gérard (CDA Lyon)
- Beaudouin Claude (CFDT Verdun)

- Marielle Bruno (CGT Ministère Affaires Sociales)
- Texier Brigitte (Union

Ouvrière)

- Marcoux Maryvonne (Lyon)

- Thierry Bernard (UL-CFDT Verdun)

A la prison de Fresnes, 1 avenue de la Division Leclerc 94251 Fresnes

- Jussiaux Gérard (CFDT Besançon)

- Creuz Armand (LCR Lyon)

- Murer Raymond (PSU)

- Mondo Igor (Lyon)

- Samartino (Lyon)

- Touati Ali (Pré St Gervais)

- Oger Michel (Soldat Cazeaux)

- Strambouli Jacques (CFDT 14° arrondissement)

A la Santé, rue de la Santé, 14° arrondissement

- Genot Alain (Soldat Besançon)

- Houssin Yann (Nîmes)

- Jullien Bertrand (IDS)

- Richetti Philippe (Union Ouvrière)

- Moack Olivier (IDS)

- Pucciarelli Domenico (Lyon)

Rouge n° 328 page 6

Le siège du Parlement par les ouvriers du bâtiment le 13-11-75

les lendemains du 25 novembre

Malgré les épurations et les démobilisations anticipées l'énorme majorité de l'armée est encore constituée de soldats qui ont connu et souvent participé aux luttes du contingent.

■ « Coup » pour les uns, « insurrection » pour les autres, « soulèvement » ou « aventure », le 25 novembre donne l'occasion de fournir de nombreux dossiers dans la presse portugaise et internationale, auxquels ne manquent jamais de s'annexer des chronologies aussi minutieuses que différentes. Le sujet, passablement usé, laisse la place aux nombreuses supputations sur la composition éventuelle du gouvernement, les tournants des divers partis qui le composent ou le convoitent et sur le nouveau pacte qui les liera au MFA, dont ne survit guère que le sigle, mais il survit, contrairement à ce qu'annonçait à tort un journaliste un peu pressé dans un journal français.

La Révolution portugaise vaut mieux que cet enterrement suivi par un cortège de collectionneurs de papillons. Elle risque d'ailleurs de les réveiller brutalement, s'ils s'assoupissent, satisfaits trop tôt d'épingler dans leurs petites boîtes, les symptômes d'une « normalisation » dont on perçoit déjà les limites et d'une asphyxie des commissions de travailleurs dont le deuxième souffle pourrait bien venir avec la nouvelle année.

Une répression limitée

Pour tenter de « rétablir l'ordre » tant malmené au fil de ces 19 mois de tourbillon social et politique, le gouvernement devrait remettre la main sur l'armée et sur la presse (écrite, parlée et télévisée) avant toute chose. La mutinerie des paras de Tancos et de trois régiments importants de Lisbonne (1) fournissait un excellent prétexte pour s'attaquer à cette besogne. Mais qu'en est-il exactement aujourd'hui ?

Bien que nécessairement approximatives, en raison de la discussion de l'Etat Major sur ce sujet, les informa-

tions disponibles se recoupent toutes pour démontrer que la normalisation militaire est limitée. Outre les arrestations d'officiers et les destitutions du Conseil de la Révolution de Othelo de Carvalho, Carlos Fabio, Rosa Coutinho et Almeida Contreiras.

Le bilan des épurations dans les régiments de la région militaire de Lisbonne s'établit pour le moment à peu près comme suit :

- RIOQ (régiment d'infanterie opérationnelle de Queluz). Tous les militants membres de l'ADU (Assemblée des délégués de l'Unité) ont été expulsés de la caserne.

- RPM (Régiment de Police Militaire) : les trois commandants sont incarcérés à la prison de Custodias. D'autres officiers et sous-officiers sont interrogés. Le régiment est en attente de sa dissolution effective.

- EPAM (Ecole Pratique d'Administration Militaire) : la majorité du contingent est passée à la disponibilité. Les structures officiellement admises jusqu'alors (ADU et GDU — Groupe de dynamisation de l'Unité —) ont été démantelées.

- BRT (Brigade de Transmissions) : Le commandant a été remplacé par l'ancien chef de l'unité, épuré après le 11 mars.

- RALIS (Régiment d'Artillerie Légère de Lisbonne) : Dimis de Almeida est à Custodias et 8 autres officiers ont été destitués et l'un d'entre eux est arrêté.

- Fort d'Almada. La GNR occupe les installations de l'unité qui va être dissoute.

- RAC (Régiment d'Artillerie de la Côte) : plusieurs dizaines d'officiers et de soldats ont été mis en disponibilité illimitée.

- RIS (Régiment d'Infanterie de Setúbal) 20 soldats et sous-officiers ainsi que 60 conscrits ont été expulsés.

Base aérienne (Monsanto) : 30 soldats et 6 sous-officiers ont été renvoyés à la réserve.



Il faut encore y ajouter les mutations, les transferts et les démobilisations anticipées d'officiers, sous-officiers et soldats connus comme animateurs des discussions ou des luttes dans leur casernes, au Nord, au Centre et au Sud du pays. Mais tout cela se chiffre en quelques centaines si on y rajoute les arrestations déjà opérées. En tout cas, pas en milliers. C'est-à-dire que l'énorme majorité de l'armée portugaise est encore constituée de soldats qui ont connu, vécu et souvent participé aux luttes du contingent, notamment après l'apparition du SUV au début du mois de septembre.

La limitation numérique de cette remise en ordre ne signifie évidemment pas qu'elle soit sans importance. L'écartement des officiers et sous-officiers révolutionnaires modifie parfois de fond en comble l'atmosphère de liberté qui régnait auparavant dans les casernes portugaises. La hiérarchie fait sa réapparition en force, imposant de nouveau les mœurs traditionnels de la vie militaire ; la politique doit s'arrêter à la porte du régiment, mais pas le salut obligatoire ; la paye n'augmente pas, mais la longueur des cheveux doit diminuer ; les officiers débattent et discutent publiquement quand les soldats doivent obéir sans demander de comptes.

Mais derrière cette répression limitée se profile un autre projet plus ambitieux de restructuration de l'armée tout entière. Le Conseil de la Révolution vient à cet effet de promulguer une loi constitutionnelle, une « loi constitutionnelle sur la réorganisation des forces armées (SAP) ». « Rigoureusement apatride », les « SAP » constituent le soutien ultime de l'autorité dont le pouvoir politique a besoin pour conduire le pays sur une voie de transition pacifique et pluraliste vers la démocratie et le socialisme », stipule de décret qui prévoit aussi qu'elles devront être dotées d'une « grande compétence technique », et « trouver leur principal facteur de cohésion dans la discipline », « la consolidation de l'esprit de corps », « l'unité de commandement et de responsabilité des décisions », et « l'accomplissement sans contestation possible des ordres et des missions ». En un mot, que l'armée doit évoluer vers la professionnalisation.

Le petit doigt sur la couture du pantalon

Mais l'Etat-Major doit convenir qu'il est loin, très loin du but. Les soldats pour la plupart sont certes abasourdis par la désorientation dont ils furent victimes le 25 novembre et

par la revanche qu'essaie de se tailler la hiérarchie militaire sur toutes ses aigres ravalées. Pour un temps, le silence peut ressembler à de la discipline, mais cette armée là n'est pas sûre ; pas même matée. Il faudrait la dissoudre et en reconstruire une autre à la place. C'est déjà l'objectif reconnu, il n'est pas encore atteint.

Dans l'intervalle qui sépare le projet de sa réalisation, les luttes des soldats peuvent renaître. Pour prendre leur essor, elles devront franchir des obstacles autrement ardues que dans la période précédente. Mais c'est aussi ce qui peut les tremper et leur donner une base plus large, plus solide qu'auparavant. D'ores et déjà, les signes de résistances à la répression apparaissent. Faibles et isolés, ils témoignent des difficultés énormes que connaît le mouvement des soldats. Mais ces exemples, comme le comité de lutte contre la répression et pour la libération des militaires emprisonnés, récemment apparu à la PM, ou comme la grève sur le tas, victorieuse, d'une quinzaine de soldats de l'EPC (2), protestant contre les brimades, indiquent que les soldats n'ont pas le petit doigt sur la couture du pantalon.

La renaissance de l'activité antimilitariste, viendra sans doute de l'activité des militants révolutionnaires, dont les méthodes de travail doivent associer la vigueur dans la sécurité et l'ouverture dans les objectifs pour assurer le plus large soutien, puis la plus grande participation possible des soldats. Pour la défense des droits démocratiques d'expression, de réunion et d'organisation, pour l'amélioration des conditions de vie des soldats, il existe déjà une possibilité d'accord entre les militants révolutionnaires auxquels peuvent s'associer les militants du PCP. Si les militants de certaines organisations révolutionnaires ne retombent pas dans le travers de vouloir transformer ces premiers noyaux d'organisme autonome du contingent en simple appendice militaire de la tactique particulière de l'organisation à laquelle ils appartiennent — comme ils avaient tenté de le faire avec le SUV — alors, ils peuvent rapidement œuvrer ensemble à implanter dans les casernes les premiers éléments de ces commissions de lutte.

Le prestige, encore grand, du SUV peut leur apporter une contribution non négligeable. Ces commissions de lutte prépareront le terrain, lorsque la situation à l'extérieur des casernes fera de nouveau sentir tout la force de la classe ouvrière, pour la réapparition d'organes réellement consultatifs et absolument démocratiques leur faisant écho ; les commissions de soldats qui n'auront jamais cessé d'être des travailleurs sous l'uniforme.

les lendemains du 25 novembre

Une presse aux ordres ?

Du côté de la presse la situation est encore plus nette. Si la radio (Emissora Nacional) et la télévision ont adopté un ton respectueux à l'égard de l'autorité civile ou militaire, il serait largement exagéré de dire qu'elles sont totalement aux ordres.

Le gouvernement avait suspendu la parution des journaux, où l'Etat avait des parts majoritaires (après la nationalisation des banques). Seuls « O Seculo et le Diario de Noticias » (reflétant jusqu'à la caricature les opinions du PCP) ne sont toujours pas ressortis, attendant la restructuration dont sont chargés leurs nouveaux administrateurs, proches du PS ou du PPD. Un nouveau quotidien (de droite) « O Dia », est donc le seul journal du matin vendu à Lisbonne. Le « Jornal Novo » (socialiste de gauche) et « A Luta » (émulation fidèle de la direction du PS) eux n'ont jamais interrompu leurs éditions. « República » a repris et amplifié son tirage après quelques jours de silence. Tous les autres journaux de l'après-midi sont maintenant reparus : « A Capital » (indépendant de gauche et d'extrême-gauche), « Diario Popular » (ind. de gauche et d'extrême-gauche) et « Diario de Lisboa » (PCP) à la seule exception du « Seculo » et du « Diario de Noticias », victimes de la restructuration, la presse de Lisbonne est donc demeurée la même. A part « A Luta », qui brille par son anti-communisme hystérique et qui est maintenant épuisée dans cette tâche par « O Dia », les quotidiens de la capitale ouvrent de nouveau largement leurs colonnes aux communiqués des organisations politiques, des syndicats et des commissions de travailleurs et de moradores.

La faible portée, somme toute, de la restructuration de la presse de Lisbonne ne s'explique pas par la générosité du gouvernement et du Conseil de la Révolution. Ces derniers n'auraient pas demandé mieux que de presser la « normalisation » jusqu'au bout, mais c'était une affaire pour le moins risquée.

Une presse trop docile retrouverait vite des patrons sur mesure pour qui Melo Antunes est trop à gauche et Costa Gomes trop hésitant. Ainsi les conflits dans la sphère du pouvoir politico-militaire ont freiné le processus de reconstruction de l'Etat, entrepris après le 25 novembre. De plus, trop de précipitation pouvait entraîner une réaction imprévisible, en particulier parmi les travailleurs de la presse, dont on a vu de quelle solidarité ils étaient capables pour faire disparaître les journaux suspendus. Les voitures de livraison du « Diario de Lisboa » ont aidé à la distribution du « Diario Popular » et vice-versa. Les rotatives de plusieurs quotidiens ont tourné pour faire redémarrer « A Capital » plus tôt que prévu. Au total, le tirage de chacun de ces quotidiens suspendus a considérablement augmenté.



A Lisbonne, le 23-10-75

Fotall

Avec ou sans MFA

De la même façon, une armée épurée à la hâte et complètement professionnalisée implique à court terme de redonner ses galons à Spínola, qui s'est promis de remettre les pieds au Portugal avant un an, et qui dispose déjà de nombreux pions au sein même de l'Etat Major.

Tout le débat d'antichambre sur le retour des militaires à leurs casernes et la révision du pacte MFA-Partis (dont la première version fut signée par le PC, le PS, le PPD, le CDS et le FSP) ne tourne pas autour d'autre chose. La bourgeoisie et ses deux grands partis concurrents et semblables, le PPD et le CDS, voudraient bien pouvoir envoyer le MFA aux oubliettes et compter sur une armée sûre et bien encadrée par la hiérarchie réactionnaire débarrassée de ses babioles « révolutionnaires » du 25 avril pour veiller sur la paix d'une victoire électorale qu'elle compte bien arracher en mobilisant le ban et l'arrière ban des villes, et surtout des campagnes du Nord.

La direction du PCP, elle, fait des pieds et des mains pour recoller les débris d'un MFA qui se réduit aujourd'hui à sa plus simple expression : le Conseil de la Révolution, lui-même de plus en plus, fidèlement calqué sur les structures de la haute hiérarchie militaire. Pires Veloso, le très réactionnaire commandant de la région militaire Nord vient d'entrer au Conseil de la Révolution. Le MFA, version novembre 1975, représente pour la direction du PCP « la ligue de défense militaire (interne et externe) de la démocratie portugaise ». « La solution concrète de la situation incombe aux militaires », ajoute la résolution du CC du PCP (du 13.12.75), s'en remettant à Melo Antunes pour empêcher le retour de la réaction par la voie des urnes ou la voix des armes. L'unité du MFA, que la direction du PCP travaille tant à présenter — sans beaucoup de succès — constitue encore à ses yeux le garant de pouvoir manœuvrer en s'appuyant sur l'audience dont elle jouit dans la classe ouvrière, pour grignoter des fonctions dans l'appareil d'Etat.

La direction du PS est prise entre deux feux. Elle souhaite maintenir le MFA comme au conseil des sages préservant son projet de reconstruire une

démocratie bourgeoise bien ordonnée. Mais le rôle joué par les militaires dans la société portugaise depuis le 25 avril se répercute aussi dans les déchirements politiques dont est périodiquement victime l'armée. Il faut donc, selon la direction du PS, enlever au MFA, le « rôle moteur » qu'il s'était attribué dans le pacte, pour en préserver le rôle d'arbitre qui pourrait se révéler d'autant plus utile au PS, que ce dernier n'a pas grand-chose à attendre de bon des élections, si elles devaient se tenir prochainement.

« L'actuelle direction politico-militaire est excellente, mais nous craignons que son implication quotidienne dans la vie politique ne contribue à l'affecter à terme », « L'engagement direct des militaires, en tant que militaires, dans la conduite des destinées du pays, provoque forcément des affrontements, internes à l'institution militaire, dont le 25 novembre fut un exemple extrême, mais dont rien ne nous garantit qu'ils ne puissent se répéter à l'avenir », déclare Sotto Mayor Cardia, membre du secrétariat national du PS (dans Flama du 12.12.75).

De nouvelles alliances

L'onde de choc du 25 novembre commence à peine à se faire sentir dans le mouvement ouvrier portugais. Si les forces de la classe ouvrière n'ont pas été touchées par la répression consécutive au 25 novembre, il n'en est pas de même de son moral, de son niveau de conscience. Cela se traduit en premier lieu par la crise profonde qui secoue l'extrême-gauche portugaise dont toutes les organisations sont aujourd'hui en proie à un réexamen douloureux de leur tactique et de leur stratégie (3).

Les partis réformistes ne sont pas non plus à l'abri. L'épouvantail gauchiste, au moins officiellement abattu dans l'armée, c'est le danger réel du fascisme qui fait se tremousser la direction du PS sur les fauteuils ministériels. Elle réajuste donc son langage et en partie sa tactique, pour répondre à la pression exercée par les travailleurs socialistes, dont les conquêtes sont menacées par le danger fasciste, comme celles de tous les travailleurs.

Le mouvement ouvrier en position. La crise de ce processus.

Mario Soares, déclare ainsi dans sa conférence de presse à Rome, le 15 décembre : « Si le PCP est disposé à respecter les règles de la démocratie, les conditions existent pour le développement de notre collaboration ». Encore plus clairement, Sotto Mayor Cardia, dans (Flama du 12.2.75) reconnaît : « la présence du PCP au gouvernement, avec l'engagement de l'appuyer et non de le combattre, représente, en relation au prolétariat de certaines zones du pays, un facteur de stabilisation utile et efficace pour l'action gouvernementale ».

A quoi la résolution du dernier C.C. du P.C.P. (13 décembre) répond : « La participation des communistes au gouvernement dépend aussi de sa composition et des postes qui lui sont attribués ».

La nouvelle situation créée au lendemain du 25 novembre voit chacun des deux grands partis réformistes



A.G. de la coopérative agricole « Torre bella »



L'ouvrier portugais est en pleine recomposition : la crise actuelle constitue un palier provisoire

portugais reconsidérer ainsi ses alliances. La perte de ses positions dans le MFA pour le P.C.P., et le glissement rapide à l'extrême-droite du P.P.D., ainsi que le retour en force de la hiérarchie militaire (au sein de laquelle le groupe des 9 de Melo Antunes est très isolé) pour le P.S., contraignent les deux partis à tenter de coopérer. Ils espèrent ainsi faire contrepoids à la réaction montante, donner le change à leur base respective où les aspirations unitaires sont vives, et contrôler le potentiel explosif que les travailleurs pourraient bientôt manifester face à la dégradation de la situation économique.

Aux charnières de ce réalignement, se retrouvent des groupes marginaux dont la fonction essentielle est de servir d'intermédiaires dans le remodellement général. A droite, les 21 députés dissidents du P.P.D. (qui viennent de faire de nouveaux adeptes dans les Jeunesses Sociales Démocrates (JSD), ont pour vocation de flanquer l'alliance d'un appendice centre-gauche, dont les services peuvent être utiles au P.S., pour un chantage à l'égard du P.P.D. A gauche, le groupe des ex-M.E.S., qui a fourni plusieurs ministres dans le 1^{er} gouvernement provisoire de Vasco Gonçalves vient de se constituer en « Groupe d'Intervention Socialiste ». L'un de ses portes-paroles, César Oliveira (dans Flama du 12.12.75) définit leur conception : « Un programme politique qui permette l'articulation, à divers niveaux, de la lutte politique au Portugal, c'est à dire de la lutte de masse, politique, économique et l'utilisation de l'appareil d'Etat au profit de la révolution ». Eux veulent servir de théoriciens pour un axe qui reliait le major Melo Antunes — « homme de gauche, marxiste depuis longtemps,

avec lequel il y a une large zone d'identification », dit Cesar Oliveira — à un accord P.S.-P.C.P.

C'est aussi entre le P.S., le P.C.P. et le MFA (groupe des neuf) mettre sans doute encore du temps à voir le jour avant les indispensables concessions arrachées aux uns par les autres. S'il était conclu, il pousserait probablement le P.P.D. à choisir l'opposition et la lutte hors du gouvernement pour le rassemblement des troupes réactionnaires sous la bannière de la lutte contre le « socialisme marxiste », que son secrétaire général Sa Carneiro, dénonce déjà régulièrement. Il est encore difficile de prévoir les rythmes de cette évolution. Pourtant il y a fort à parier qu'elle donnera rapidement naissance à une nouvelle crise politique, tout simplement, parce qu'en dernière instance, elle n'est que le reflet du grand affrontement des classes sociales fondamentales qui couve plus que jamais sous les tracasseries sinieuses.

La recomposition du mouvement ouvrier

L'avant-garde ouvrière, surtout celle des grandes entreprises de la ceinture industrielle de Lisbonne, se sent démunie après le 25 novembre. Son appui matériel dans l'armée, qui semblait garantir la victoire à portée de la main a disparu ; du moins, elle le ressent ainsi. Un certain désarroi s'est fait jour dans les commissions de travailleurs, particulièrement celles où l'influence des révolutionnaires était forte. Elle conduit les travailleurs à adopter une attitude expectative. Cela se répercute parfois jusque sur leur représentativité.

Ainsi les dernières élections pour le programme de contrôle ouvrier à la Setenave (de Sétubal) ont vu la victoire de la liste présentée par le P.C.P. (850 voix) suivie de celle présentée par l'extrême-gauche (UDP, PRP, LCI : 410 voix au total). La liste P.S., pour sa part, obtenait 250 voix. Il y avait 402 votes blancs ; mais seulement 1911 travailleurs avaient pris part au vote alors que 2093 s'en étaient abstenus. Le pourcentage de votants dans ce genre d'élections (sur programme et non sur candidat) est certes toujours élevé, mais la Setenave est réputée pour être un bastion rouge de la ceinture industrielle.

Fait encore plus significatif, « le secrétariat de lutte » qui rassemblait des délégués d'une vingtaine de Commissions de travailleurs et de Commissions de moradores de Sétubal et qui représentait un embryon de coordination réelle au niveau de la troisième ville portugaise, est en train d'agoniser, délaissé par les représentants des Commissions. Pour autant, les Commissions de travailleurs ne sont pas mortes et enterrées. Le dimanche 14 décembre, se réunissaient dans les ateliers de la Derrynandson, les représentants de plus de 300 Commissions de travailleurs des entreprises du trust de la CUF ; probablement la plus nombreuse et la plus représentative jamais tenue à la CUF. D'où vient la différence entre ces deux faits, qu'un abîme sépare et qui se situent pourtant tous les deux dans la ceinture industrielle de la capitale, où le prolétariat est le plus concentré et le plus combatif de tout le pays ?

C'est qu'à la Setenave, l'extrême-gauche (de tendances aussi divergentes que le PRP et l'UDP) avait plus ou moins l'initiative politique, alors qu'à la CUF, le P.C.P. domine largement les Commissions de travailleurs.

Sans pouvoir trop généraliser, l'exemple de la Setenave est indicatif à un autre titre. Sans le 25 novembre, la liste du PCP aurait quand même probablement gagné les élections, avec moins d'écart et d'abstentions sans doute. Mais le désarroi de l'avant-garde ouvrière, consécutif à la déroute politique de l'extrême-gauche, rejait à ce niveau sur toutes les tendances révolutionnaires. C'est une leçon pour l'avenir qui doit être lourdement tirée : par sa capacité d'encadrement et de centralisation, le PCP se révèle capable de capter des secteurs dont la combativité semblait les classer naturellement dans les bastions de la « gauche révolutionnaire ». Il y en a une autre, que la situation de la classe ouvrière du nord éclaire d'un jour encore plus cru, c'est que le P.S. a une audience dans la classe ouvrière, même dans un bastion où la radicalisation aurait dû effacer son empreinte.

L'avenir immédiat devrait permettre de vérifier l'importance de ces constatations pour les luttes de la classe ouvrière. Sans la participation et donc sans l'unité recherchée avec les travailleurs influencés par le P.C.P. ou le P.S., il n'y a pas de pas en avant possible pour les travailleurs dans leur ensemble.

Sinon leurs conquêtes, leurs organes autonomes continueront à être récupérés par les directions réformistes qui dénoncent à propos des commissions de travailleurs « les illusions irréalistes qui poussent certains secteurs à voir dans cette forme d'organisation populaire les futurs organes du pouvoir d'Etat » (résolution du C.C. du P.C.P. 13.12.75)

Leur défense et leur protection peuvent et doivent être l'œuvre de

tous les travailleurs dont ces commissions sont les représentants démocratiques. Leur centralisation ne naîtra pas non plus de simples appels à « la construction du pouvoir populaire », trop souvent agités par certains militants révolutionnaires comme une incantation abstraite. Car la majorité des travailleurs portugais ne comprend justement pas encore la nécessité de cette centralisation, pourtant indispensable à leur victoire définitive. Cette compréhension, ils ne la tireront que de leur propre expérience.

« Les mois qui viennent seront particulièrement durs au niveau de l'équilibre social et du bien-être des individus » annonce Soto Mayor Gardia, l'ancien ministre des finances qui s'y connaît en politique d'austérité ; « Il est normal que cette crise politique aigüe les oppositions ».

A Rio Maior, les propriétaires terriens rassemblés ont voté pour la « constitution de milices armées, destinées à défendre les propriétés privées contre les occupations ».

Pour faire face à la crise économique, les travailleurs n'ont qu'une seule solution : par branches d'abord, par zones d'industrie ensuite, réunir leurs commissions pour élaborer un plan de lutte contre la crise, répondant à leurs besoins et à leurs aspirations. Et s'organiser nationalement pour le faire appliquer par un congrès national des commissions de travailleurs, commissions de moradores et syndicats d'ouvriers agricoles, c'est à dire une assemblée populaire nationale sur laquelle pourrait se fonder un véritable gouvernement des travailleurs.

Le mouvement ouvrier portugais est en pleine recomposition. La crise actuelle représente un palier provisoire momentanément de ce processus. L'aggravation de la situation faite aux travailleurs va bientôt en provoquer le redémarrage. Son développement sera sans doute moins spectaculaire qu'auparavant, mais aussi plus profond. Il concerne cette fois l'ensemble de la classe ouvrière et des travailleurs, dont l'avant-garde, aujourd'hui désorientée peut retrouver demain son rôle d'entraînement. Les militants révolutionnaires n'ont pas trop de temps pour lui faire passer ce cap de maturation. C'est pour eux, plus que jamais, l'épreuve de vérité.

Le 17 décembre 1975

Ch. Michaloux

- (1) Ralis Régiment d'artillerie légère de Lisbonne
- (2) Epam Ecole pratique d'administration militaire
- RPM Régiment de police militaire
- (2) Ecole pratique de Cavalerie de Santarem commandée par Salgueiro Maia

PORTUGAL

information

100 pages, 20 francs, 1975
 100 pages, 20 francs, 1975
 100 pages, 20 francs, 1975



AVORTEMENT : un compromis sur le ventre des femmes

■ Après de longs débats dans les commissions parlementaires, après la violente intervention de l'épiscopat italien contre la « laïcité » et l'« esclavage rouge », l'article 5 du projet de loi sur l'avortement a été approuvé par les députés. Le PC et les libéraux ont voté pour, les socialistes contre, la Démocratie-chrétienne s'est abstenue.

Et pourtant il n'y avait pas de quoi agiter tous les épouvantails, cet article ne laisse guère de droits à la femme. Ce sont les médecins qui figureront sur une liste officielle (dressée par le responsable provincial du Ministère de la Santé) qui décideront si les conditions légales requises pour l'interruption de la grossesse existent. Ces conditions sont les

suivantes : au cours des trois premiers mois en cas de risque grave pour la santé, s'il y a eu viol, ou pour des raisons socio-économiques ; après les trois premiers mois, s'il y a eu viol ou si la vie de la mère est en danger.

La démocratie-chrétienne, par son abstention, essaie d'échapper aux foudres des représentants de l'Eglise en n'apportant pas son soutien ouvert à cet article ; mais, en même temps, en ne s'y opposant pas ouvertement, elle veut éviter de se retrouver aux côtés de toutes les forces réactionnaires qui l'avaient rejointe lors de sa campagne contre le divorce.

Pour le PCI, ce vote représentait avant tout un test pour le « compromis historique », une recherche d'un

accord à tout prix avec la démocratie-chrétienne, afin de montrer que la convergence est possible entre les « deux grands partis » italiens. Peu lui importe que cet accord se fasse sur le ventre des femmes.

Si le PCI a dû quelque peu rectifier sa position, sous la pression de sa base, par rapport à son attitude antérieure d'opposition ouverte à toute libéralisation de la loi sur l'avortement, il n'empêche que pour arriver à ce nouveau compromis avec le parti des patrons, il a dû prendre position contre les objectifs et les revendications du mouvement des femmes, qui se sont affirmés avec beaucoup de puissance lors de la manifestation de 20.000 femmes, le 6 décembre dernier, à Rome, pour la liberté totale de l'avortement.

Crise dans le PDUP-Manifesto à la veille de son congrès

■ La préparation du congrès du Manifesto-PDUP se déroule dans un contexte de crise interne très grave. Les manifestations les plus visibles de cette crise ont été le rejet d'un premier projet de thèses écrit par Magri, lors d'une réunion de la direction nationale, la démission d'une partie des membres du comité de rédaction du journal, parmi lesquels le directeur Luigi Pintor, la dissolution de la fédération de Palerme, dont la direction est accusée de paratries fractionnelles. Plus récemment, la fédération de Milan, qui, selon ce que rapportait le quotidien de l'organisation, se trouvait presque paralysée par l'opposition entre des groupes d'origine différente, a enregistré les démissions de quelques membres de la direction qui, dans leurs arguments de rupture, ont repris des arguments traditionnels de la bureaucratie du PCI (par exemple qu'il est nécessaire d'éviter un heurt frontal, qu'il n'est pas nécessaire de lutter pour renverser le gouvernement actuel afin de ne pas créer un vide politique dangereux, etc.).

Les raisons précises des oppositions actuelles — qui n'ont pas disparu après l'adoption unanime par la direction nationale d'un nouveau projet de thèse — ne sont pas encore claires même pour les propres militants de l'organisation. Le groupe de Palerme développait une critique d'un point de vue tout à fait différent, pour ne pas dire opposé au groupe droitier de Milan : il reprochait à la direction d'avoir renoncé à construire un parti de type léniniste et d'avoir construit

une organisation qui tendait toujours plus à être une sorte de copie du PSUR des années 60 (organisation centriste dont une partie est rentrée dans le PCI et le PSI, et l'autre a fondé le PDUP).

La crise au sein du Manifesto a, en fait, commencé au lendemain de l'échec électoral de mai 72 (cette organisation avait obtenu 250 000 votes environ, ce qu'elle a pris pour un échec cuisant après une campagne de type triomphaliste). A partir de ce moment, la direction abandonna petit à petit, les positions extrémistes qu'elle avait adoptées dans la période précédente et ébaucha un tournant qui devait l'amener à des positions suivistes par rapport aux directions bureaucratiques, en particulier par rapport à certains secteurs de la bureaucratie syndicale. La fusion avec le PDUP introduisit de nouveaux éléments de différenciation et de conflits. D'un côté, le groupe dirigeant du PDUP provenant du PSIUP était intégré dans des secteurs de la bureaucratie syndicale, et ceci constituait un élément de pression vers une adaptation aux orientations de cette bureaucratie. D'un autre côté, une autre partie du PDUP, d'origine catholique, résistait à une homogénéisation théorique-politique avec le groupe provenant du Manifesto (par exemple, elle se battait, au sujet du nom à donner à la nouvelle organisation, contre l'ajout de la mention « pour le communisme » aux initiales PDUP, ce qui reflète, en fait, une divergence plus profonde).

De façon générale, les principales dif-

ficultés découlent de l'absence de fusion effective entre les deux secteurs fondamentaux qui ont donné naissance à cette organisation. Ceci se traduit par une réticence des militants provenant du Manifesto à accepter le poids toujours plus grand des militants provenant du PDUP. Mais il existe parallèlement une résistance à ce qui est considéré, et qui est effectivement, une adaptation à la stratégie du PCI dont Magri est récemment apparu comme le partisan le plus cohérent.

Les thèses de préparation du congrès représentent un effort de synthèse mais il n'est pas encore possible de dire dans quelle mesure elles permettront d'éviter de graves ruptures. Le texte se base sur la perspective de la venue inévitable de la gauche au gouvernement, sur le refus d'une stratégie révolutionnaire de type léniniste, sur le concept d'une transition graduelle vers une société socialiste dont le gouvernement des forces de gauche serait la première phase, sur l'idée de la nécessité d'une « restructuration » de la gauche, à laquelle la tâche essentielle de l'organisation serait de contribuer.

Le programme proposé pour un gouvernement de gauche est un mélange entre un utopisme qui découle d'un présupposé cher au Manifesto — à savoir que les conditions pour le communisme sont déjà mûres aujourd'hui — et un minimalisme qui correspond à la pratique de l'organisation et qui, par de nombreux aspects, ne se différencie pas de celui du PCI et, en particulier, de certaines fédérations syndicales.

La Mafia a gagné

□ Rome : La commission parlementaire anti-mafia s'est dissoute le 16 décembre, après treize ans d'activités. Ses conclusions ressemblent à des vœux pieux ; comme les mesures préventives qu'elle propose de mettre en œuvre : relance du développement industriel en Sicile et dans le Mezzogiorno, lutte contre le « clientélisme » politique. En fait, la commission parlementaire a échoué. La Mafia est plus forte que jamais en Italie.

La lutte contre la mafia s'est développée au début des années 60 alors que toute la vie civile italienne était marquée du double signe de l'expansion économique, et de la question d'une modernisation des structures de l'Etat italien.

Dans ce contexte, la lutte contre la mafia représentait un enjeu économique (les « Dons » de la mafia étant à l'époque surtout implantés dans le secteur agricole, la construction — cf « Main basse sur la ville » — et la petite industrie) et politique (rationalisation du jeu politique parlementaire). Le film de Francesco Rosi sur l'affaire Mattei rend compte de cette bataille. Mattei, patron du trust étatique ENI fut assassiné alors qu'il tentait d'implanter des complexes pétrochimiques en Sicile.

C'est à la fin de la seconde guerre mondiale que la Mafia a reconstitué sa toute puissance, grâce à l'impérialisme US. Débarquant en Sicile, les américains ont nommé des mafiosos notoires à la tête des municipalités siciliennes, pour faire pièce à la Résistance dominée par le PCI. La mafia sera d'un grand secours dans la lutte que mène à partir des années 47, l'empire américain pour le contrôle des ports méditerranéens. Aujourd'hui encore, Naples et Palerme sont d'importantes bases relais pour la 6^e flotte US. Et au début de la guerre froide, c'est en prenant appui sur la mafia que la démocratie chrétienne s'est implantée dans le sud.

Toute une aile de la DC est rongée par la mafia ainsi que l'explique Michèle Pantaleone, intellectuelle dont le nom est indissociable de la lutte anti-mafia : « Même si ces hommes politiques ne sont pas eux-mêmes mafiosos, ils favorisent les gangsters qui les ont aidés pendant leur campagne électorale et auxquels ils sont liés ».

Aujourd'hui, la crise économique est d'autant plus sensible en Italie que ce pays a été l'un des derniers en Europe à bénéficier du boom économique de l'après-guerre. Et dès lors la dissolution de la commission parlementaire peut prendre un autre sens. Comme celui de ménager une future réserve de nerfs prêts à entrer en action contre le mouvement ouvrier.

Les dernières municipales ont montré l'avance du PCI et marqué l'échec du projet Fanfani de remodelage d'un Etat fort. Là encore, la fin de la commission est significative.

Les américains et la DC ont fait de la mafia, « industrie du crime » avant-guerre, une « industrie de pouvoir ». Pantaleone l'explique : Palerme n'est plus la capitale de la mafia : « La capitale s'il y en a une, ce ne peut être que la capitale du pouvoir : Rome ».

Rome où pour la première fois en janvier prochain, le PCI va peut-être conquérir la municipalité. Encore une évidence.

interview de Wolf Biermann et Robert Havemann

« Une sueur froide couvre la trompe des éléphants bureaucratiques quand j'infeste la salle de mes chansons »

(« discours inaugural du chanteur » dans « la harpe de barbelés » 10/18.)

Le chanteur Est-allemand Wolf Biermann s'est vu refuser la possibilité de se rendre en Allemagne de l'Ouest pour participer à une manifestation antifranciste en octobre dernier. Il se définit ainsi lui-même en marge de l'interview qu'il a donnée avec son ami le philosophe Robert Havemann au journal Ouest-allemand Stern, le 23 octobre 1975, peu après cette affaire :

« Mon attitude de solidarité critique envers la RDA est fondée sur la croyance que la RDA est une société de transition au socialisme en dépit de toute la déformation bureaucratique ».

L'interview a été publiée in extenso dans le numéro du 22.12 d'Intercontinental Press. En voici les principaux passages.

Stern : Pr Havemann et M. Biermann, il y a deux ans vous étiez sur la liste noire en RDA. Cependant vous restez tous les deux les plus ardents défenseurs du socialisme. Nous avons écouté les plus récentes chansons d'amour de Biermann, mais ces chansons d'amour sont un engagement politique. Nous avons écouté un disque qui a été importé illégalement en RDA. Il a été enregistré dans votre appartement de Berlin-Est et produit à l'Ouest bien qu'il soit destiné aux citoyens de RDA. Il ne sera jamais vendu...

Biermann : Bien sûr, ces chansons sont initialement prévues pour les habitants de RDA. Ce serait certainement meilleur si la société Veb deutsche Schallplatten (1) distribuait ces chansons... mais elle ne le fait pas.

Stern : Ainsi vous défendez l'image de la RDA ?

Havemann : Nous ne sommes pas pour l'image de la RDA. Nous sommes pour le socialisme en Allemagne. Naturellement, c'est en RDA que le premier pas a été franchi. C'est pour cela que nous défendons la RDA. C'est la seule raison. Nous nous sentons outragés de voir de quelle manière le socialisme est désavoué et défiguré ici.

Nous voulons dépasser et abolir le capitalisme dans toute l'Allemagne, dans toute l'Europe, partout et le remplacer par le socialisme.

Stern : Votre amie Tine, la fille qui inspire vos chansons est la fille de « l'architecte en chef » du palais de la République (2)...

Biermann : Oui, Tine a été menacée de ne pas pouvoir poursuivre ses études médicales à moins de rompre ses relations personnelles avec moi.

Stern : Comment le conflit se termina-t-il ?

Biermann : La pression sociale[®] les considérations familiales, sa naïveté politique, tout cela a abouti au naufrage de nos relations. Elle a pensé qu'elle pourrait s'échapper. Elle s'est éloignée de moi. ... C'est la vieille légende du prince et de la princesse (3) qui n'ont pu être ensemble parce que l'eau, l'eau démocratique allemande était trop profonde.

Stern : Est-ce que Tine vit à nouveau avec vous ?

Biermann : Oui... Ce pourrait être une autre chanson.

Stern : Quand le disque va sortir, n'est-il pas possible que cela complique à nouveau votre situation, celle de Tine et celle de son père.

Biermann : Nous verrons. Présenter une affaire d'amour dans sa dimension politique est une chose hardie... Mais je ne veux pas exagérer ! Une chanson n'est pas un tank, et un recueil de poésie n'est pas une armée.

Havemann : Les tanks peuvent être mis hors d'état de nuire avec des moyens techniques relativement simples. Mais il est plus dur d'en finir avec des chansons d'amour. **Biermann :** Et nous avons appris de Brecht que tout tank a un défaut : il lui faut un chauffeur, et si le chauffeur a en tête une bonne chanson...

Stern : Combien de sympathisants avez-vous ?

Havemann : Plus que le Parti.

Stern : Le SED (4) a 2 millions de membres.

Havemann : 2 millions de membres, pas de sympathisants.

Stern : Quelles sont vos chances de pouvoir organiser vos critiques du système que vous avancez aujourd'hui de façon individuelle ?

Havemann : Nous n'en avons pas besoin. Toutes les préconditions organisationnelles pour la diffusion des idées sont déjà réunies en RDA. Elles n'ont pas à être créées. Il y a le Parti, les organisations de masse...

Stern : Mais ils ne vont pas diffuser vos idées ?

Havemann : Au contraire, même lorsqu'ils nous réfutent, ils organisent la diffusion de nos idées. Beaucoup de camarades doivent lire ce que nous publions à l'Ouest. Des émissions venant de l'Ouest sur nous sont transcrites et envoyées aux organismes du Parti où elles sont lues par des centaines et des milliers de gens. Et bien sûr par des milliers d'autres qui ne sont pas censés les lire. Cela a une influence sur la partie politiquement active de la population, c'est à dire les fonctionnaires moyens et supérieurs du Parti, qui sont déjà encombrés d'arrière-pensées. Ces gens ne sont pas des sympathisants du Parti. Ce sont des gens qui doivent vivre en passant leur temps dans l'appareil et ne sont pas du tout d'accord avec cela. Ils ont leurs propres ennemis et aucun moyen de dire ce qu'ils ont sur le cœur, sinon entre eux et en privé. Nos idées s'étendent partout. Ils écoutent tous Biermann. **Biermann :** Ceci n'est qu'un canal de diffusion, le canal officiel pour ainsi dire. Mais il y en a d'autres situés à un niveau inférieur, les canaux directs. Les jeunes, presque tous ceux qui ont des magnétos à cassette, repiquent les bandes. Je pense que mes chansons ont une plus large diffusion en RDA qu'à l'Ouest. Chaque enregistrement est repris, repiqué plusieurs fois. Vous connaissez la légende de l'échiquier et des grains de blé.

Stern : Oui, si vous doublez le nombre de grains à chaque case, cela ira jusqu'à plusieurs milliards. C'est sur cette base que vous avez choisi tous deux de vivre encore en RDA plutôt qu'en République fédérale.

Havemann : Oui, bien sûr, en RFA, les choses deviennent de plus en plus difficiles ; Franz Joseph Strauss établissant des listes noires.

On assiste à la montée des désillusions dans la gauche et la tendance marquée à la fascisation. Ajoutez à cela, la crise, le chômage massif. A mesure que la crise capitaliste s'approfondit, ses tendances fascistes augmentent.

Stern : Comparée à la RDA, la RFA est encore de loin, beaucoup plus libérale.

Biermann : D'un point de vue historique, c'est certainement injuste et politiquement pervers que la société bourgeoise, cette pute syphilitique avec trois couches de maquillage puisse parader devant nous alors que nous restons là, la tête fendue, une tête pleine de grandes idées, de plans et de projets grandioses, et d'importantes opportunités objectives.

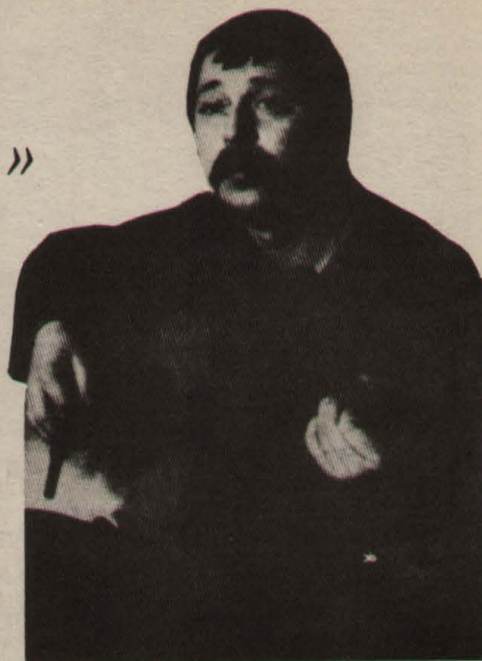
Stern : Vous dites « d'un point de vue historique ». Pouvez-vous donner l'exemple d'un pays où il y ait plus de liberté individuelle dans une société socialiste que dans une société bourgeoise.

Biermann : La Tchécoslovaquie en 68 a montré avec quelle rapidité un socialisme purement formel peut déboucher sur la phase supérieure, la démocratie socialiste.

Stern : Est-ce que l'exemple de la Tchécoslovaquie en 68 ne prouve pas exactement l'inverse. La suppression complète de la liberté d'opinion ?

Biermann : Je ne suis pas du tout d'accord, parce qu'à ce propos je me souviens toujours de cette juste citation de Brecht : « Nos défaites ne prouvent rien, sinon que nous qui avons combattu contre la bassesse sommes trop peu nombreux, et de ceux qui nous observent en spectateurs, nous espérons au moins qu'ils sont honteux ». Pour nous, le Printemps de Prague a beaucoup de points communs avec la Commune de Paris. Le fait que la Commune ait été écrasée après 72 jours grandioses, riche en expérience n'a pas été considéré par les communistes comme une preuve de l'impossibilité de la révolution socialiste. C'est juste l'inverse.

Havemann : Actuellement, le socialisme pourrait permettre une liberté d'expression sur une échelle dépassant largement les capacités du capitalisme où dans une large mesure, la liberté d'expression n'est maintenue que formellement.



Wolf Biermann — Poète et chanteur, un de ses livres « La harpe de barbelés » a été publié en français en 10/18.

Stern : Il n'y a pas eu du tout de véritable révolution socialiste en RDA ?

Havemann : Elle a eu lieu dans la mesure où la propriété privée a été éliminée. Mais les propriétaires privés n'ont pas été remplacés par les travailleurs pris comme un tout, en un mot les producteurs. Au lieu de cela ils ont été remplacés par une clique de parti, une hiérarchie d'Etat.

Biermann : Néanmoins cela constitue un pas en avant décisif et précieux par rapport à n'importe quelle société capitaliste bourgeoise. Et l'exemple de Prague m'a conduit à comprendre avec quelle rapidité la démocratie socialiste peut se développer à partir d'un socialisme bureaucratiquement déformé.

Havemann : La liberté de parole, d'information, la liberté de choisir son travail et son lieu de résidence, la liberté de voyager et la possibilité de quitter le pays.

Biermann : Et de plus, des individus ne devraient pas avoir la possibilité de faire travailler d'autres à leur profit, de s'assurer des privilèges, de s'organiser en caste privilégiée, pour empêcher les autres de se développer au moyen d'un appareil répressif. Il ne devrait y avoir aucune liberté de rétablir des relations bourgeoises de propriété et de pouvoir. En un mot, aucune liberté de tourner en arrière les aiguilles de la pendule historique.

Stern : Mais comment pouvez-vous changer le monde dans lequel vous vivez contre le Parti et l'Union soviétique ?

Havemann : ... En Tchéco en 68 ils ont réussi à faire bouger le Parti et l'Etat, à les changer de l'intérieur.

Stern : Mais par l'Union soviétique !

Havemann : Bien sûr. Prague a prouvé que n'importe quel développement positif sera simplement supprimé aussi longtemps qu'il y aura en Union soviétique un régime qui se sent menacé par de tels développements. Mais cela peut changer aussi. Il y a de très nombreuses personnes en Tchéco, en Hongrie, RDA, Pologne, URSS qui sont convaincues que le cours que nous avons tracé résout effectivement les difficultés auxquelles nous faisons face. Le capitalisme n'est plus en position de résoudre ses problèmes. Cela est devenu clair au moins depuis la crise économique. Les limites de la croissance sont les limites du capitalisme.

Stern : M. Biermann, sur votre disque il y a une chanson qui s'appelle « l'Elbe à Dresde », la dernière ligne dit : « chaque chose demeure ce qu'elle est ».

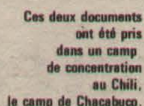
Biermann : La chanson sur l'Elbe se termine sur une musique heureuse qui contraste avec le ton, fondamentalement pessimiste. Et cette musique est le véritable message du disque et peut être de notre attitude générale : Tout — malgré tout — change.

(1) Société nationale d'édition de disques

(2) Projet d'architecture du gouvernement Est allemand : vaste « Maison du peuple ».

(3) Tristan et Yseult.

(4) Le SED, c'est le PC Est-allemand.



C'est pourquoi il est nécessaire d'intensifier la solidarité militante avec la lutte du peuple chilien et particulièrement pour défendre la vie de ces camarades et de tous les antifascistes détenus, pour les sortir des griffes de la junte militaire.

Contre le ghetto des écoles d'infirmières !

Une élève de l'école d'infirmière de St Denis vient de démissionner. Pourquoi s'étendre sur un cas parmi des centaines, un fait somme toute banal ?

L'élève en question, Nicole Albert de 1ère année, n'est pas partie dans le silence et l'anonymat. Elle a choisi un départ dans l'esclandre et la rumeur. Parce que ce qu'elle quitte, c'est le ghetto de ces écoles, de leurs cours abêtissants, de leur répression sordide et infantilisante, de leur ordre moral-vichyste. Et elle l'a clamé tout fort dans une lettre ouverte à la directrice, diffusée aux autres élèves. En voici des extraits :

LETTRE OUVERTE A MADEMOISELLE BIJARD

Le 9 décembre 1975, je vous ai envoyé une lettre de démission(...). Ces quelques mots nécessitent une explication plus détaillée que je me permets de faire connaître publiquement.

Tout d'abord, en m'inscrivant dans votre école, vous m'avez laissée croire comme à bien d'autres élèves, que l'on avait la possibilité de choisir un contrat avec l'hôpital de St Denis, en échange d'une rémunération en fonction de la durée du contrat.

Or, je me suis vue refuser cette bourse, car vous vous êtes permis, de porter un jugement hâtif sur ma personne, selon des critères très relatifs tels le comportement, la tenue, les motivations profondes qui m'ont amenée à choisir le métier d'infirmière.

A-t-on le droit, je vous le demande, d'entraver les études d'une élève en exerçant des pressions sur ses moyens d'existence, sous prétexte qu'elle a quitté le lycée plus de 5 ans auparavant et que d'autre part, son aspect extérieur ne correspond pas exactement au robot type de l'infirmière que vous voulez former (allure féminine, légèrement maquillée, douce, souriante, disponible, toujours prête à sacrifier sa vie pour le malade, et surtout sans problèmes personnels, lesquels problèmes elle doit laisser au

vestiaire en les remplaçant par le sourire qu'elle doit s'accrocher aux lèvres en même temps qu'elle enfle sa blouse !). Ce principe « être au service du malade » cache une autre réalité : la rentabilisation de l'hôpital... effectuer le maximum de travail avec le minimum de personnel (...).

Ces pour ces raisons matérielles que j'arrête mes études, mais ce ne sont pas les seules. Il y a tout le côté d'infantilisation, d'humiliation et de répression de notre formation

Je m'explique :

- **Infantilisation** : pendant 8 semaines et ceci 6 heures par semaine au minimum, nous devons subir les séances de psychogestuel où nous faisons des nœuds avec des lacets, nous jouons à des jeux éducatifs de 4 à 7 ans, nous faisons des assemblages de boulons et d'écrous, sans compter le temps passé à ne rien faire sous prétexte d'un nombre d'heures obligatoires du programme. Vous nous considérez comme des gamines irresponsables en nous surveillant de très près lors des interrogations en nous sanctionnant pour des retards insignifiants, en nous faisant copier puis récrire nos cours mot à mot, en nous faisant lire à tour de rôle des photocopies, en nous rendant

nos copies une par une par ordre de valeur, en nous obligeant à mettre une blouse lors des pratiques, en n'ayant cure de décret loi de juin 74 qui accorde la majorité à 18 ans, puisque vous obligez les élèves âgées de moins de 21 ans à faire signer leur contrat par leurs parents... et j'en passe.

- **Humiliations** : tout ce que j'ai cité plus haut fait partie de ce chapitre. Mais j'ajoute vos interventions pour mise au point à la place des cours de déontologie. Vous vous permettez de venir au moins 1/2 heure en retard, ou de ne pas venir, sans aucune excuse ni explications, et vous nous annoncez royalement que vous n'acceptez aucun retard et qu'ils seront sanctionnés

- **Répression** : Les sanctions pour les retards, les cartons de pointage, les séances d'intimidation dans le bureau des monitrices, menaces de conseils technique ou de discipline pour renvoyer le 1/4 qui dérange d'après vous le bon déroulement des cours et n'est pas bon pour la formation.

Vous qui nous prêchez le respect de la personne, respectez-vous vos élèves en leur faisant subir ce traitement ? Je me pose la question.

Effectivement de ce traitement nous avons besoin pendant 28 mois pour devenir complètement abruties, dociles, serviles, et donc pour plus tard ne pouvoir contredire aucun ordre hiérarchique et pour accepter sans contester les conditions matérielles déplorables des hôpitaux

POINTS CHAUDS

Travailleurs sociaux Semaine d'Action Nationale

Une cinquantaine de travailleurs sociaux en formation au centre d'éducateurs, soutenus par les sections syndicales : CGT, CFDT, CGT-FEN, et le syndicat départemental sanitaire et social CFDT de l'Essonne, sont intervenus le jeudi 18 décembre 75 à la Direction Départementale de l'Action Sanitaire et Social (91) afin d'exiger l'ouverture immédiate des négociations avec les organisations syndicales sur les bases suivantes :

- Une rémunération égale au SMIG
 - Une convention nationale de stage
 - Droit politique et syndical
- En parallèle, l'ouverture des négociations sur :
- Le statut de travailleur sanitaire et social en formation.

Cette intervention s'inscrit dans le cadre de la semaine d'action nationale, décidée lors de la coordination nationale du 6 décembre 75 où étaient représentées 56 écoles de travailleurs sanitaires et sociaux en formation.

Comité de Presse
Centre de Vaugrigneuse
Pour tout contact s'adresser à : Alain Poige et Claude Marie
Téléphone : 491.90.57

BERGOUGNAN (Clermont-Ferrand) T 40 contrôle les cadences

T 40 : un atelier, où il ne faisait pas bon travailler ; les salaires les plus bas de l'usine, des conditions de travail insupportables, une maîtrise arrogante et obsédée de la production. Deux ans que ça durait. Des promesses à la pelle. Rien de concret.

Ceux de T 40 en ont eu assez de subir des intimidations, assez d'attendre. Après des débrayages successifs avec délégations massives dans les bureaux du chef d'atelier et de la direction, les ouvriers ont décidé de contrôler collectivement les cadences.

Comment mettre en pratique le contrôle ouvrier sur les rythmes de travail ? Dans chaque équipe, en fin de poste, un travailleur relève sur une feuille la production de chacun. On affiche ces feuilles dans le vestiaire, où s'opère la liaison entre les gars des trois équipes. Cette forme de lutte non seulement fait chuter la production, mais elle remet en cause la logique même de l'exploitation capitaliste.

La direction, furieuse, a tenté de faire pression sur certains éléments combattifs. A chaque fois, c'est collectivement que les gars de l'atelier ont répondu : quand la direction a, par exemple, envoyé une lettre de blâme à un délégué CFDT, tout l'atelier a débrayé pour aller protester à la Direction.

Devant l'isolement de l'atelier, les ouvriers de T 40 après une délégation à la Direction ont décidé de remonter la production en travaillant à leur rythme. Ils ont établi une nouvelle moyenne de travail par poste, qu'ils continuent de contrôler suivant les mêmes modalités : pas question de revenir à des cadences pénibles ! La Direction s'est engagée à réviser la plupart des salaires si les gens faisaient un effort ; aujourd'hui à T 40, les travailleurs ont décidé de ne plus se laisser bernier.

Correspondant

DES LIVRES POUR LES FETES

La révolution surréaliste (1924-1929) 120F au lieu de 150F
La révolution espagnole-Trotsky 120F au lieu de 160F
Montaillou village occitan-Leroy Ladurie 47,20F au lieu de 59F
La cheval d'orgueil-Pierre Jakes Helias 40F au lieu de 50F
Souvenirs obscurs...-Pierre Goldmann 28F au lieu de 35F
B comme Barbouzes-Patrice Chairhoff 31,60F au lieu de 39,50F
Thorez-Robrieux 47,20F au lieu de 59F
Révolutionnaires vietnamiens et pouvoir colonial en Indochine-Daniel Hemery 56F au lieu de 70F

La lutte antibureaucratique en URSS 2 vol.-Trotsky 9,60 chaque au lieu de 12F
En vol.-Kate Millet 47,20 au lieu de 59F
Thomas Münzer-Ernst Bloch 9,60F au lieu de 12F
Politique et philosophie-Lucia Colletti 23,20F au lieu de 29F
Portugal, la révolution en marche-D.Bensaïd, C.Rossi, C.A.Udry 12F au lieu de 15F
Marxisme et conscience de classe-H. Weber 12F au lieu de 15F
Introduction au marxisme-E.Mandel 11F au lieu de 15F

Le Parti communiste vietnamien-P.Rousset 14,40F au lieu de 18F
Sur la valeur-P.Salama 11,20F au lieu de 14F
Sur l'impérialisme-J.Valier 7,60F au lieu de 9,50F
Un procès de sous-développement (Amérique latine)-P.Salama 22,40F au lieu de 28F
L'Etat contemporains ex le marxisme Critique de l'Eco.Po. 28F au lieu de 35F
C.E.P. n° 22 «La crise» 9,60 au lieu de 12F
Psychanalyse et féminisme-J.Mitchell 36F au lieu de 45F



En solde

Les hors-la-loi de Palente-Wiaz et Piotr 5F au lieu de 10F
Le procès de Draguignan 6F au lieu de 10F
Questions sur la Révolution-A.Krivine 10F au lieu de 22F
Mémoires d'un bolchévick-léniniste 5F au lieu de 12F

APPEL POUR LA RECHERCHE DE LOCAUX

■ Les différents projets de locaux que nous avons retenus, étudiés, planifiés, viennent d'échouer.

Voilà le quatrième mois que nous travaillons à cette question sans désespérer : plusieurs centaines de locaux ont été sélectionnés pour répondre à nos critères. Nous en avons visité et étudié soixante.

Nous n'avons jamais lancé un appel dans Rouge et nous ne faisons pas jusque-là état de nos difficultés parce que nous étions sur le point, chaque fois, de réussir et de conclure l'affaire.

Mais voilà que par trois fois, des banques, malgré nos garanties financières, ont fait opposition auprès des propriétaires à cause de la nature de notre organisation et du journal que nous voulons sortir.

Trois fois, coup après coup depuis trois semaines, nous avons été sur le bord de réussir et trois fois un obstacle s'est dressé, de nature politique.

Aujourd'hui, la situation est sérieuse et nous sommes obligés de nous alarmer pour une question qu'il était pourtant juste de croire aisément surmontable.

Il nous faut des locaux — d'urgence — car c'est presque la seule question (vu que la souscription progresse assez vite) qui nous retarde dorénavant. Le temps d'aménagement est d'un mois. Il faut couler une dalle de béton pour la mise en place de la rotative : délai minimum, 20 jours.

Tous les militants, tous les lecteurs de Paris peuvent nous aider : il y a beaucoup de locaux libres, souvent proches de l'endroit où vous habitez, ou sur un chemin que vous parcourez quotidiennement. Que nous faut-il ? deux sortes de locaux nous intéressent :

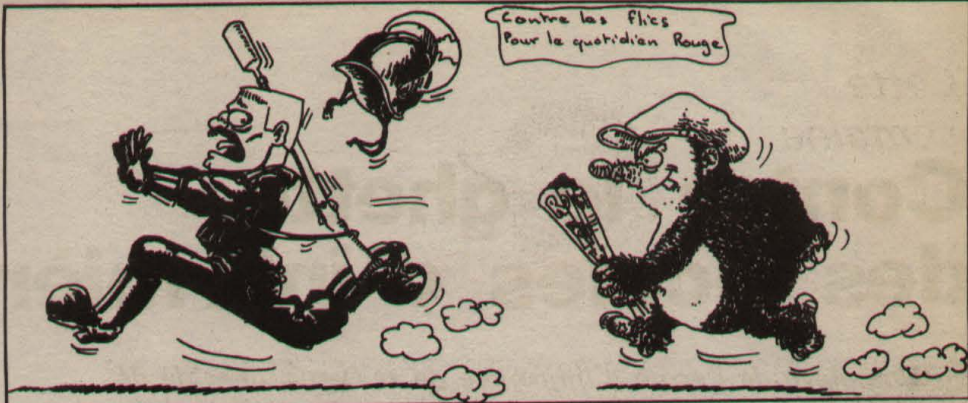
— un local de 3 à 4.000 m² avec une partie « productive » d'au moins 1200 m² où l'on puisse installer une imprimerie (la rotative exige 20 m de long, 6 m en largeur, 4 m en hauteur, une résistance au sol de 3,5 tonne au m²). Dans ces 4.000 m², la surface la plus importante doit être celle des bureaux (téléphone).

— Un local de 1200 à 1800 m² avec seulement une partie « productive (imprimerie). Mais en tenant compte des nuisances, des clauses juridiques et de la dimension des salles, installations électriques (180 KwA).

Evidemment, nous avons jusqu'à présent toujours cherché à centraliser toutes les activités du quotidien. Mais devant l'urgence, nous pouvons nous résigner à séparer une partie de la production et la rédaction et la photocomposition (à condition que la distance ne soit pas trop grande).

Evidemment nous préférons trouver ces locaux dans Paris intra-muros, vers le centre. Mais cela peut aller jusqu'à la très proche banlieue desservie par les métros et les bus. Le plus proche possible des bouches de métro. Pour la question des prix : nous joindre et nous étudions.

Voilà, vous avez les grands « renseignements généraux ». Aidez-nous à chercher. Vite, vite, c'est de cela que dépend la sortie du quotidien en janvier — tout autant que de la souscription. Transmettez tout ce que vous découvrez au 10 impasse GUÉMENEE par lettre



1.435.802,11

● Nous sommes bientôt le 30 décembre. Nous venons de recevoir 12 millions en moins d'un semaine (Rouge a « bouclé » plus tôt à cause de Noël ! Si ça continue et augmente (primes de fin d'année, dons exceptionnels des plus hauts salaires, etc.) nous pourrions peut-être atteindre notre but. Il manque encore cinquante millions. Nous ne sommes qu'àux trois quarts victorieux. Il faut l'être totalement ! 200 millions plus un local, et l'année nouvelle sera celle de Rouge quotidien !

SOLDE ANTEUR 1319810,33

C.L. Amiens	20,00	Groupe Taupé Vitrailier H.P.	150,00
B.L. Amiens	100,00	D.A. Arcueil	425,50
Diffuseurs Gisors	610,00	Diffuseurs Beauvais	100,00
M.B. Joigny	100,00	M.P. Garches	100,00
C.G. Orléans	30,00	Comité rouge étudiant le Havre	80,00
M.S. Paris 10	200,00	Diffuseurs Le Havre	340,00
C.R. Sorbonne	150,00	Un camarade de Pitié Salpêtré	600,00
Diffuseurs Créteil	430,00	Personnel Jusieu	100,00
2. Symptasants Romarville	380,00	J. et B. Le Châtelier	50,00
Librairie rouge	670,00	Diffuseurs Gare de Lyon	210,00
A.H.M. Paris 11	700,00	CET Paris 12	230,00
V.R. Le Puy	75,00	Hôpital St-Antoine	300,00
J.P.S. La Rochelle	250,00	Diffuseurs Pitié	1250,00
V. Paris	25,00	Hôpital Pontoise	30,00
A.M.P. Paris 5	25,00	Comité rouge lycéen Pontoise	50,00
E.B. Oise	10,00	Etudiant Pontoise	100,00
Librairie rouge	470,00	Employée Pontoise	50,00
D.J. Liège Belgique	30,00	EDF Pontoise	150,00
N.C. Nice	255,00	Hôpital Pontoise	200,00
Librairie rouge	500,00	Comité rouge Turgot	100,00
S.S. Versailles	200,00	Comité rouge Paris 3 et 4	250,00
R.J.M. Gif/Yvette	30,00	Anonyme	20,00
C. Darnet	42,50	Diffuseurs CET	600,00
Collecte meeting Portugal Caen	188,75	Diffuseurs St-Ouen	15,00
Un bidasse	50,00	Diffuseurs Villeneuve	350,00
Diffuseurs étudiants Caen	1075,00	J.B.	470,00
J.G. Caen	280,00	Diffuseurs Paris Calvados	300,00
Kermesse rouge au Restau-U Caen	500,00	J.T. Billancourt	1000,00
Prof. de sciences Caen	100,00	Fac Créteil	200,00
Groupe Taupé EGF Issy	600,00	Librairie rouge	582,00
Groupe Taupé PTT St-Lazare	440,00	Groupe Taupé PTT-Paris tri Est	50,00
Groupe Taupé SNCF	100,00	Diffuseurs PTT Est	15,00
Comité rouge Balzac	75,00	Diffuseurs Nord Bordeaux	37,00
Diffuseurs Clermont	2000,00	C.J.C. Sens	1000,00
Groupe Taupé PTT Paris 9	74,50	Diffuseurs Montbéliard	250,00
Elevés infirmières Paris-Nord	250,00	Comité rouge Luzarches	80,00
CET Paris 19-20	450,00	D.D. Paris	23,00
Groupe Taupé Honeywell-Bull	450,00	Enseignants Bordeaux	85,00
Etudiants Vincennes	163,45	Comité rouge Casier	165,00
Immigrés Belleville	200,00	J.L.M. Sorbonne	50,00
Saints Paris Nord	1540,00	G.C. Sorbonne	50,00
Imprimerie Paris 19-20	350,00	Comité rouge Sorbonne	350,00
Lycees Paris 19	100,00	Diffuseurs Télémcom Paris	915,50
Diffuseurs ex-ORTF	300,00	Comité rouge Paris 13	380,00
Sécurité sociale Paris 19	600,00	Diffuseurs Sarcelles	200,00
Caisse primaire centrale S.S.	320,00	Groupe Taupé Finances	406,10
Comité rouge Enseignants Lyon	330,00	Télécom	100,00
Ministère travail Lyon	30,00	Turcot	100,00
Impôts Lyon	100,00	Paisie	50,00
L.E. Lyon	170,00	Anonyme diffuseur Paris	20,00
Anonyme Lyon	10,00	Assistant maths Orsay	30,00
Diffuseurs Nice	100,00	D.D. Assistant math Orsay	70,00
M.C. Etudiant médecine	500,00	Diffuseurs Paris 14	270,00
M.A.P. Lyon	150,00	Diffuseurs Villeneuve-Valenton	1122,00
		A.D. Orgeval	300,00
		P.L. CDFE ES en formation Bordeaux	50,00
		J.F.S. Formateur Bordeaux	50,00
		F.R. ES en formation Bordeaux	10,00
		M.O.L. Etudiant psycho Bordeaux	10,00
		J.C.C. Psychomotricien	10,00
		Y.E. Bordeaux	10,00
		C.V. Bordeaux	5,00
		M.M. Formateur Bordeaux	20,00
		R.P. Bordeaux	50,00
		M.B. Bordeaux	10,00
		J. Bordeaux	10,00
		F.T. Bordeaux	0,20
		H.T. Bordeaux	15,00
		A.M. Bordeaux	10,00
		L.C. Educateur Bordeaux	100,00
		C.L. Educateur	50,00
		D.G. Bordeaux	10,00
		M.R. Bordeaux	3,00
		C.B. Bordeaux	5,00
		L.S. Bordeaux	10,00
		F.L. Decazeville	400,00
		Diffuseurs Tarbes	800,00
		Paris noli anonyme	200,00
		V.R.	11000,00
		A.L. G.A. G.L. Calvi	90,00
		P.D. Paris	200,00
		K.M.S. Pitié-Salpêtré	100,00
		Anonyme	100,00
		Librairie rouge	630,00
		C.B. Sympathisant Châteauroux	50,00
		Sympathisant fac Clignancourt	20,00
		groupe rouge Supélec	230,00
		Un groupe de operios portuaires	300,00
		Militante campus Orsay	100,00

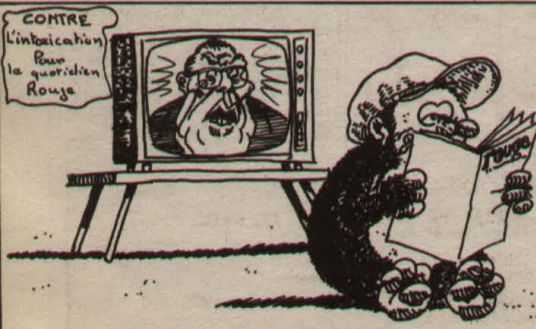
Diffuseurs Montpellier	820,00	F.M. Paris	250,00
Sympathisant enseignant Thiviers	145,00	H.A.M. Nancy	300,00
Diffuseurs Grenoble	1200,00	P.V. Paris	2500,00
L.H. Animateur Sympathisant Rouen	1000,00	P.V. Paris	6000,00
Camarade enseignants Anglet	500,00	C.M. Paris 13	1000,00
Comité rouge Fiers	10,00	Un appelé	300,00
J.P.G. Roubaix	100,00	S.L. et M.L.	60,00
Diffuseurs Sambre sud	520,00	Diffuseurs Vaires	270,00
Diffuseurs Sambre Nord	600,00	Lyce Descartes	8,00
Diffuseurs Lille	90,00	D.S. Casablanca	400,00
Anonyme Lyon	1000,00	C.S. Casablanca	20,00
C.J.J. Amiens	1000,00	Diffuseurs Nîmes	530,00
Sympathisant du Nord	20,00	P.H. Quenecrain	50,00
Diffuseurs Sympathisants Brest	860,00	Sympathisant syndicat médecine général	100,00
Anonyme	115,00	Pleumeur-Bodou	0,00
Un bidasse	100,00	Diffuseurs Eibef	100,00
Comité rouge lycéen Carcassonne	300,00	Groupe Taupé Béziers	100,00
D.J.L. Liège Belgique	25,00	Cheminot Noisy	100,00
Enseignant montpellier	115,00	Groupe Taupé Renault-bureaux	900,00
M.R. Savigny Suisse	300,00	Diffuseurs CGT EDF Caen	120,00
D.E. Ivry/Seine	150,00	Diffuseurs PTT	200,00
Librairie rouge	390,00	Sympathisant Pontenail	100,00
L.C. Cligny la Garenne	25,00	Diffuseurs Bondy	50,00
Sympathisante au chômage D.G. Marseille	50,00	Diffuseurs Montreuil	900,00
Diffuseurs Rouen	2542,00	Sympathisant Noisy	100,00
Diffuseurs Cherbourg	300,00	Groupe Taupé Hôpital franco-musulman	190,00
Diffuseurs Clermont	100,00	Groupe Taupé FPA Champs	100,00
J.C.Z. SNES Riom	100,00	J.P.H. Gare du Nord	100,00
L.L. St-Amand Montrond	30,00	Un jeune cheminot	15,00
D.M. Riom	50,00	Un cheminot Vaires	30,00
H.D. Etudiant Riom	200,00	Cheminot Noisy	100,00
J.P.G. Etudiant Riom	200,00	La grand-mère italienne	50,00
L.Q. représentant CDFP Paris	100,00	Un impatient	100,00
Comité rouge lycéen Carcassonne	1765,00	Sympathisant Ministère du travail	50,00
Femme travailleuse Carcassonne	100,00	Groupe Taupé FPA Champs	100,00
Métallurgiste Carcassonne	50,00	Diffuseurs SNCF Paris Est	400,00
Infirmiers HP Carcassonne	50,00	J.P. Impôts	100,00
Enseignant Carcassonne	50,00	Cheminot administratif	50,00
A.R. Enseignant Carcassonne	50,00	Groupe Taupé SNCF Paris Est	225,00
Diffuseurs St-Quentin	305,00	Sympathisant lycée Lincelle-Brevaux	200,00
Fonction publique Chartres	200,00	DCB Chartres	600,00
Educateur Chartres	100,00	M.P. Chartres	200,00
Enseignant Carcassonne	50,00	1 canoë de Nèro	50,00
P.M. St-Amand Montrond	100,00	Diffuseurs Aulnay	300,00
Coopérants d'Oudis Maroc	650,00	Prof. Ecole sp. Archi	150,00
Groupe Taupé H.P. Le Havre	250,00	Veilleur de nuit	100,00
Diffuseurs Tours	800,00	Contrôleur SNCF	100,00
Collecte meeting Tours	30,00	Cheminot Noisy	100,00
Pion de Vierzon	50,00	Diffuseurs SNCF Paris Est	150,00
Métallo Tours	50,00	Diffuseurs Montreuil	1140,00
Diffuseurs La Rochelle	250,00	Ecole normale Livry-Gargan	450,00
Chômeur Bordeaux	50,00	Groupe Taupé Travailleurs sociaux	230,00
A. Steno-dactylo	100,00	Sympathisant Montreuil	200,00
Travailleuse Minist. Agriculture Bordeaux	30,00	Diffuseurs Hôpital franco-musulman	400,00
Travailleurs CGT-CFDT SNPE Bordeaux	140,00	Groupe Taupé PTT 93	80,00
Syndicats CGT banques Bordeaux	50,00	Diffuseurs Noisy	800,00
Diffuseurs étudiants Bordeaux	20,00	Diffuseurs Nord	2200,00
Plombier Oléron	10,00	A.B.K. Paris	500,00
Diffuseurs étudiants Bordeaux	245,00	C.B. Paris	100,00
Diffuseurs Nord Bordeaux	37,00	Enseignants Paris 13	50,00
C.J.C. Sens	1000,00	Lycees Paris 16	454,00
Diffuseurs Montbéliard	250,00	Diffuseurs Renault Bureaux	50,00
Comité rouge Luzarches	80,00	Diffuseurs Renault ateliers	200,00
D.D. Paris	23,00	Diffuseurs Renault	400,00
Enseignants Paris 13	50,00	Diffuseurs Dassaui	200,00
Lycees Paris 16	454,00	Militant CGT-PTT Boulogne	100,00
Diffuseurs Renault Bureaux	50,00	Diffuseurs Boulogne	105,00
Diffuseurs Renault ateliers	200,00	Etudiant Paris 7	35,00
Diffuseurs Renault	400,00	Enseignants Paris 13	50,00
Diffuseurs Dassaui	200,00	R. Oise	1000,00
Militant CGT-PTT Boulogne	100,00	Comité rouge Paris 14	600,00
Diffuseurs Boulogne	105,00	L.M. journaliste	150,00
Etudiant Paris 7	35,00	Comité rouge Paris 14	600,00
Enseignants Paris 13	50,00	Comité rouge ORTF	200,00
R. Oise	1000,00	Travailleuse sénégalaise	50,00
Comité rouge Paris 14	600,00	Librairie rouge	89,33
L.M. journaliste	150,00	M.J. CGT Paris	1000,00
Comité rouge Paris 14	600,00	Groupe Taupé Travailleurs sociaux	470,00
Comité rouge ORTF	200,00	Diffuseurs St-Denis	150,00
Travailleuse sénégalaise	50,00	Diffuseurs CET	100,00
Librairie rouge	89,33		
M.J. CGT Paris	1000,00		
Groupe Taupé Travailleurs sociaux	470,00		
Diffuseurs St-Denis	150,00		
Diffuseurs CET	100,00		

calendrier « Rouge » 1976

Vous avez besoin d'un calendrier. Achetez en priorité celui que nous avons fait pour vous. 10 F. Il y en a encore quelques milliers, faites vite les 10.000 premiers exemplaires seront bientôt épuisés. Passez vos commandes à la librairie rouge et auprès des diffuseurs.

Le disque de la Fête rouge

Il est en vente. Commandez-le à la librairie rouge. Vite : il représente de l'argent pour la souscription ! Il coûte 25 F pour un 33 tours 30 cm. Au sommaire : le programme de la Villette des 18 et 19 octobre 1975 !



Cette
semaine

DANS L'OBJECTIF



« 7 morts sur ordonnance » de Jacques Rouffio

« 7 morts sur ordonnance » nous raconte l'histoire d'un double chantage, à quinze ans d'intervalle, contre deux chirurgiens nouvellement arrivés dans une ville moyenne de province bien pensante. Ils ont effectivement commis le crime de faire chuter les profits d'un clan familial de médecins-notables, dont on comprend aussi rapidement qu'il faut faire régner l'ordre moral et le silence complice.

Au delà de l'anecdote, tirée d'un fait divers authentique, le réalisateur Jacques Rouffio situe son propos à plusieurs niveaux étroitement mêlés.

D'abord l'étude de mœurs qui, si elle sait se tenir à l'écart de tout manichéisme simpliste, n'en est pas moins féroce, forte et démonstrative. Puis une charge contre l'hypocrisie de la médecine libérale et la puissance occulte du Conseil de l'Ordre, nous fait comprendre une fois de plus que nous avons affaire à une force de conservation sociale qui se pare des certus du désintéressement et de la « vocation » pour mieux masquer ses privilèges matériels et sociaux.

Alors on débouche sur le portrait vrai du chirurgien démystifié pour qui le malade n'est qu'une prostate ou un utérus et l'intervention chirurgicale un exploit sportif pour en mettre plein la vue aux copains.

Le film est le contraire d'une entreprise didactique, là est sa force. La dimension sociale n'est pas un rajout : elle existe par son

imbrication étroite à la psychologie des personnages.

Le chantage fonctionne et conduit au massacre parce que les deux victimes présentent des particularités psychologiques qui sont aussi la marque de leur être social.

Les mêmes valeurs

L'un (Gérard Depardieu) est un mégalomane pris au piège de sa propre réussite, au point que sa vie n'a de sens que s'il peut arriver le premier toujours. Le second (Michel Piccoli) un faible, qui se sent vaguement raté pour n'avoir pas obtenu exactement les meilleurs diplômes, n'est devenu « quelqu'un » qu'aux yeux de sa femme, alors que dans la bonne société on le considère comme un pauvre type (il travaille dans une clinique mutualiste).

En vérité, ces deux chirurgiens ne sont guère plus sympathiques que leurs adversaires : ils reconnaissent les mêmes valeurs — la réussite sociale, les diplômes, l'argent, la considération, etc. — et ils placent orgueil qui va les perdre exactement sur le même terrain.

Ce sont, certes, des victimes, mais de celles qui défendent le système qui va les broyer. Car le film de Rouffio, en effet, est un film sur la violence capitaliste, cette violence inhérente au système du profit, mais une violence bien particulière : insidieuse, invisible, quotidienne, cette violence en complet de notable vieillot (Charles Vanel). Comment pourrait-on croire qu'un vieillard décoré, puisse faire du mal à une mouche ? Une violence tellement parfaite, tellement présente dans tous les rouages de la société bourgeoise qu'elle s'exerce — ma foi ! — en toute bonne conscience et proprement.

Jacques Rouffio nous offre un film qui nous tire heureusement hors de la production française courante. Un film à aller voir absolument.

M.R.

Le lion et le vent, de John Milius -

Milius, après une carrière de scénariste, tourna *Dillinger*, moyenne reconstitution d'époque. Avec *Le lion et le vent*, son ambition est plus grande, sa réussite aussi. Il s'agit, tenez-vous bien, d'un film à la gloire de l'impérialisme américain. Sans ironie, sans complexe. Tout au premier degré. Une histoire de « gros bâton », une américaine prise en otage par un rebelle marocain, et Theodore Roosevelt qui envoie les marines, au risque de déclencher une guerre mondiale. L'équivalence appuyée de Roosevelt et du bandit berbère, l'ère des « vrais hommes », le goût viril de la bagarre. On croit rêver, devant une telle candeur, en 1975. Milius n'est pas candide : en fait, sous la réussite formelle (il rejoint l'archétype du film d'aventure), il distille une nostalgie bien plus habile que des justifications embrouillées : oui, l'impérialisme, c'était du ganstérisme, mais bon dieu, c'était drôlement chouette, nous dit-il. Peut-être bien que c'est ça, le vrai film de propagande d'extrême-droite.

Mass Devia

La chanson, lieu d'intervention politique ? Ce projet a donné matière à de nombreuses ten-

tatives, depuis les chansons « détournées » (chansons de grèves écrites sur un air connu, voir le disque *Pour en finir avec le travail...*) jusqu'aux reprises pures et simples du modèle de la chanson militante traditionnelle (Le Chant des nouveaux partisans de D.Granger en est un bon exemple). D'une manière générale, on relève peu de créations, les exceptions (C.Magny...) étant là pour confirmer la règle.

L'intérêt du groupe *Mass Devia* tient dans sa tentative de systématiser la démarche militante, en branchant en direct leur potentiel créatif sur des luttes : ils l'ont fait, avec succès, à Bretoncelles, où ils aidèrent les travailleurs de Piron à monter une chanson sur leur grève (soit dit en passant, cette pratique est courante en Italie, et existe en Belgique avec le Groupe d'Action Musicale, dont il faut recommander le très chouette 45 T sur la grève de Glaverbell-Gilly). Mais l'ambition des *Mass Devia* va plus loin : ils veulent non seulement retourner l'énorme impact de la chanson pour le placer au service des luttes, mais aussi entonner une critique de la vie quotidienne. Au vue de leur premier 30 cm, peut-on dire qu'ils y ont réussi ? Pour parler normand, disons que cela dépend, selon que l'on considère ce disque comme un point d'arrivée ou comme un point de départ. Dans la première optique, il faut être sévère : il n'y a guère qu'un morceau *Au bourg de Dragnuain* à diffuser très largement qui tienne vraiment la route. Dans la seconde, on entrevoit dans quelle direction ils devraient travailler : des textes plus resserrés, un matériel musical plus élaboré et surtout clarifié leur position — la question du « qui parle » — sans laquelle le rapport auditeur-créateur risque d'être faussé. Pour les aider, il faut écouter leur disque, et si possible, les contacter, les occasions, en une période où les luttes éclatent sur tous les terrains ne manquent pas. F.K.

Référence :

- *Mass Devia* 30cm Ex Spontanée (11 rue B. Pailley, Paris 6^e)
- Chanson sur Piron et sur le disque « La fête de Politique-hebdo » Ex. Spontanée
- Pour une fusion avec le travail 30 cm RCA



« Rouge » 10, Impasse Guéménée
Paris 75004
Téléphone : 272.88.96 et 272.68.82

Directeur de la publication : H. Weber
Imprimerie N.P.P.
Rouge n° 328 - Vendredi 26 Déc. 1975

L'Atelier du Chaudron présente les 26, 27, 28, Décembre et 2, 3, 4 Janvier « Une Histoire de Noël » à 16h à la Cartoucherie de Vincennes, Route de la Pyramide Paris 12^e
tel. 328 97 04
Prix des places : 5 F.

UNE EDITION DIFFERENTE ?...

■ Le mercredi 10 décembre, la cellule édition de la LCR organisait un débat sur les implications de la crise capitaliste dans l'édition, les luttes des travailleurs de ce secteur, les perspectives d'une édition différente aujourd'hui et dans une société socialiste.

Etaient présents non seulement des éditeurs militants (E. D. I. Editions des femmes, Editions Solin, Editions de la Taupe), mais aussi le représentant d'un certain type d'édition « bourgeoise » (Christian Bourgois), et le représentant du courant « moderniste » dans le domaine de la diffusion (André Gouilloux, de la FNAC, auteur de « Book Business »).

Cette réunion, qui a réuni plus de 80 personnes, a permis d'entamer un débat qui, s'il se prolonge, sera très fructueux pour les marxistes-révolutionnaires. Car l'édition est un secteur capitaliste « pas comme les autres ». On n'y produit pas seulement des marchandises : on y secrète aussi une idéologie — idéologie dominante : livres scolaires, romans à l'eau de rose, encyclopédie du « savoir », etc. — mais on y produit aussi des œuvres de qualité : création littéraire d'avant-garde, expression artistique, littérature de combat, etc.

Questions sans réponse

Si, au cours du débat, il a été clair que tous les travailleurs de l'édition ont à se battre contre l'exploitation capitaliste (des camarades en grève de la F.N.A.C se sont empressés de le rappeler à Gouilloux), la discussion

sur l'aspect idéologique a été beaucoup plus confuse. Et là nous payons le prix d'un retard considérable dans un domaine où les marxistes-révolutionnaires ont été peu prolifiques.

Pour donner un aperçu des questions qui, aujourd'hui, restent, sans réponses, voici quelques-uns des problèmes qui ont été soulevés :

-L'édition traditionnelle de qualité, face à la prévision par les ordinateurs des « besoins », et leur satisfaction grâce à un « produit » fabriqué sur commande.

-Les critères dans le choix des manuscrits par les éditeurs.

-Le tirage et la diffusion à des dizaines, voire des centaines de milliers d'exemplaires de livres révolutionnaires par des éditeurs bourgeois.

-La difficulté qu'ont, par exemple, les travailleurs à lire des ouvrages qui leur sont destinés (« Le Capital » de Karl Marx est un de ceux là).

-Le faible — très faible même — pourcentage de lecteurs, et les raisons de cet état de fait.

-Le succès d'un livre comme « Du côté des petites filles », qui a été lu, en partie, par des femmes qui ne lisent jamais.

-L'existence d'ouvrages à diffusion restreinte, mais qui arrivent pourtant à remplir leur fonction (domaine régional, « marginal »,...).

Ces questions, et il y en a bien d'autres qui n'ont pas été abordées, nécessitent des analyses et des réponses claires. C'est pourquoi ce débat se poursuivra. « ROUGE » devrait en être le support privilégié.

UN APPEL DES EDITIONS P.-J. OSWALD

Les Editions Pierre-Jean Oswald lancent un appel à leurs amis et lecteurs.

● Les Editions P.-J. Oswald, spécialisées dans la poésie, le théâtre, l'essai, le plus souvent contestataires, ont publié plus de trois cent cinquante titres appartenant à une dizaine de collections, dont « P.J.O. poche », « Théâtre africain », « Théâtre en France », « Poésie d'oc », « La source de la liberté », etc. Elles ont révélé André Bonedetto, Paul Keineg et Jean-Pierre Bisson, et réédité les premiers Knut Hamsun et Hermann Hesse. Elles se sont faites l'écho et l'interprète des revendications occitanes, celtiques, aujourd'hui alsaciennes.

Depuis 1972, années de leur installation à Paris, après Honfleur, elles ont pris en charge leur diffusion, jusqu' alors assurée par Maspéro.

C'est pour développer leur réseau de distribution, clé de voûte de la survie éditoriale, accroître leur diffusion auprès des librairies, des bibliothécaires, des particuliers, faire un effort publicitaire, avoir leur propre librairie parisienne, qu'elles ont besoin d'une somme se situant entre 150.000 et 200.000 francs. Cette somme, que les banques leur refusent malgré l'existence d'un stock qui prend déjà valeur de fonds, elles demandent à une quinzaine de personnes non de la leur donner, mais de la leur prêter en échange d'un engagement à rembourser par traites acceptées ou toute autre formule. Si l'emprunt aux banques leur est refusé, il n'est pas interdit à leurs amis de la faire pour elles.

Cette forme d'aide, ou plutôt d'entraide, n'est pas la seule envisageable : en effet, se faire le correspondant régional des éditions, veiller à la promotion et à la mise en place des catalogues et des livres, au besoin s'engager à en diffuser un certain nombre, pourrait contribuer à assurer le développement de l'entreprise.

Déjà une formule originale, inspirée par la vente par correspondance, a été innovée : quinze livres pour 100 francs à choisir dans le catalogue, quel qu'en soit leur prix, plus une affiche-poème.

Les Editions P.-J. Oswald ne demandent pas l'aumône : seulement les moyens de se faire mieux lire.

Pour entrer en contact avec les Editions P.-J. Oswald, s'adresser 7, rue de l'Ecole Polytechnique, 75005 Paris, ou téléphoner à 033.90.07.



Archie Shepp

de la musique...

● A partir du 11 janvier, la salle de l'Elysée-Montmartre ouvrira ses portes les dimanches après-midi et soirs à des concerts « Rock and music ». C'est organisé par « No Mad » (1) qui s'efforce de mettre sur pied un circuit qui laisse sur la touche RTL, Gini et autres promoteurs bardés de gorilles et de chiens méchants, et s'adresse prioritairement aux maisons de jeunes, associations locales, etc. François Béranger, Tim Blake, Archie Shepp, Mahjun, Plat du Jour, Don Cherry, Hamsa music, Art Zoyd, Little Bob Story, Robert Wood, Bernard Lavilliers, West african Cosmos, Chandrahadan, Magnum heavy metal Kids, Cecil Taylor... promettent de folles journées. Des nuits de cinéma sont également prévues avec des films inédits notamment de musique.

DON CHERRY

Après le concert gratuit animé avec les enfants de la crèche des Beaux-arts, Don Cherry commence une tournée en France le 1^{er} février 1978 à l'Elysée-Montmartre. Trompettiste, il est avec Archie Shepp, Ornette Coleman, Albert Ayler, John Coltrane, l'un des créateurs du « free-jazz ».

Son refus radical d'une vie basée sur l'argent et le succès (qu'il avait obtenus aux USA) l'a fait s'exiler en Suède et le « superflu » de ce qu'il gagne alimente un fond spécial destiné à la création d'une fondation pour accueillir les artistes intéressés par la vie alternative communautaire. Mais depuis que sa musique s'efforce avant tout de communiquer sa « foi » en ces

valeurs, elle est quelquefois difficile à écouter sans ennui, « planant » dans des sphères bien éloignées de nos envies d'éclatement, de luttes, de renversement, mais aussi de la culture occidentale, visant à un retour aux sources africaines et indiennes. C'est toute la communauté qui est sur scène, les rires des enfants faisant écho aux battements de mains et aux souffles des saxos et de la trompette de poche de Don Cherry. Aussi l'ennui n'est-il pas forcément légitime s'il est seulement de la paresse quant à rompre avec de vieilles habitudes d'impérialisme culturel et de consommation.

ARCHIE SHEPP

Le 10 janvier à Lyon, Veronica et Hamsa Music en première partie. Le 18 janvier, deux concerts à l'Elysée Montmartre (Paris) Le 21 janvier à Rouen : un enregistrement du très bon concert de Massy est disponible. Ecrire à No-Mad (1).

J.L.R.

(1) No-Mad, 29 rue Véron, 75018, Paris.